

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

15/12/2014

Maroc : Le ministère de l'Intérieur a repris les interdictions des activités d'ONG des droits de l'Homme

En l'espace de trois jours, le ministère de l'Intérieur a interdit des réunions organisées à Rabat et Tanger, par des associations des droits de l'Homme.

La parenthèse du Forum mondial des droits de l'Homme à Marrakech est terminée. Le ministère de l'Intérieur a repris ses interdictions des activités de certaines ONG marocaines. Une politique sélective qui épargne, par miracle, les associations proches du PJD. Preuve en est la conférence organisée ce samedi à Rabat, par l'association Mountada Al Karama présidée par Abdelali Hamieddine, membre du secrétariat général de la Lampe et proche de Mustapha Ramid, sur l'état des lieux des libertés au Maroc.

L'Intérieur a sévi à Rabat et Tanger

Vendredi après-midi, les services de Mohamed Hassad ont brandi le carton rouge devant une session de formation au profit des membres de l'AMDH, qui était prévue au siège du club des œuvres sociales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche à Rabat, et ce malgré l'autorisation des gérants du lieu.

Le lendemain à Tanger, une rencontre subira le même sort, à l'occasion de la célébration du 66ème anniversaire de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, animée par Khadija Ryadi de l'AMDH et Mohamed Zehari, président de la Ligue marocaine de défense des droits de l'Homme (émanation de l'Istiqlal). Là aussi les portes de la grande salle des réunions de la Chambre de commerce et d'industrie de Tanger étaient fermées sans pour autant donner la moindre explication aux organisateurs. Ces derniers n'ont rebroussé chemin qu'après la tenue d'un sit-in de protestation devant le siège de la chambre, ponctué par des allocutions de quelques intervenants.

Enfin, le dimanche 14 décembre à Rabat, le ministère de l'Intérieur a interdit une marche de solidarité avec les victimes des dernières inondations programmée par la Ligue marocaine de la citoyenneté et des droits de l'Homme. Pire encore, les forces de l'ordre, présentes en nombre, ont dispersé les manifestants à coups de matraques et procédé à plusieurs arrestations.

http://www.yabiladi.com/articles/details/31792/127933/44253/maroc-ministere-l-interieur-repris-interdictions.html?utm_source=newsletter_actu&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter_actus_html

Un « Wikileaks marocain » qui secoue le pouvoir LE MONDE VU À TRAVERS LE PRISME DU SAHARA OCCIDENTAL

Depuis deux mois, un faux profil met en ligne sur Twitter les secrets du royaume. Gouvernement et partis politiques n'osent ni analyser ni débattre des conséquences du piratage de milliers de câbles de la diplomatie marocaine.

Drapeau de l'«État souverain» de Wikileaks.

Graphic Tribe & Rixstep.

En apparence il n'est pas très professionnel, et pourtant il a réussi à mettre sens dessus dessous les autorités du pays réputé le plus stable de l'Afrique du Nord : le Maroc. Depuis le 2 octobre, un profil anonyme (@chris_coleman24) distille sur Twitter des centaines de câbles de la diplomatie marocaine, de la Direction générale des études et de la documentation (DGED) — l'équivalent marocain de la Central Intelligence Agency (CIA) américaine ou de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) française — et aussi des courriels d'hommes de presse apparemment proches. Il a même mis en ligne des photos privées, comme celles du mariage de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, Mbarka Bouaida, qui n'ont guère d'intérêt.

Tout cela est déversé sur le réseau dans le désordre le plus total — certains documents sont même mis en ligne trois fois — et dans les formats les plus divers. Celui qui se fait passer pour Chris Coleman, l'entraîneur de la sélection de football galloise, a commencé son déballage sur Facebook. Sa page a été fermée. Il a alors émigré sur Twitter, mais son compte a subi le même sort jusqu'à ce qu'il parvienne à convaincre l'entreprise de le rouvrir.

Ses tweets renvoyaient à des documents mis en ligne sur des sites de stockage et de partage de fichiers tels Dropbox, Mediafire ou 4Shared, mais sur ces supports, ses comptes ont été clôturés. « C'est vrai que depuis quelques jours, le Makhzen2 a multiplié ses menaces pour me décourager », se plaignait-il sur Twitter. « Il a mobilisé d'importantes ressources, notamment financières, pour empêcher la diffusion des informations », ajoutait-il, tout en promettant de continuer à se battre au risque de sa vie. Les métadonnées qui accompagnent ses tweets donnent à penser qu'il est au Maroc, mais il se peut qu'il ait réussi le tour de force de tromper Twitter sur l'endroit où il se trouve.

UN ÉTAT FÂCHÉ AVEC LES NATIONS UNIES

Ce jeu du chat et de la souris démontre à quel point celui qui se cache derrière ce profil anonyme est, en apparence, aux antipodes du professionnalisme d'un Julien Assange, l'homme qui avait défié les États-Unis en 2010 en divulguant, avec la collaboration de quatre grands médias, 250 000 télégrammes du département d'État américain.

<http://orientxxi.info/magazine/un-wikileaks-marocain-qui-secoue,0771>

Dans un de ses rares commentaires, « Chris Coleman », qui affiche ses sympathies pour l'indépendantisme sahraoui, a expliqué que son but était de « déstabiliser le Maroc ». Il n'a certes pas réussi à le faire, mais malgré son amateurisme sur les réseaux il a secoué le Makhzen.

La qualité du matériel mis en ligne y est pour quelque chose. On y découvre un État marocain fâché avec le secrétariat général des Nations unies et dont les rapports sont également tendus avec le département d'État américain. Par exemple, le Maroc refuse depuis mai 2014 la prise de fonctions à Laayoune de la canadienne Kim Bolduc, nommée à la tête de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), le contingent de l'ONU déployé dans cette ancienne colonie espagnole.

Rabat met aussi constamment des bâtons dans les roues de la mission de l'américain Christopher Ross, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon au Sahara, un médiateur sourcilieux sur les droits humains et dans le fond favorable à l'octroi de l'autonomie à ce territoire pour résoudre le conflit. Dans un câble d'Omar Hilale, alors ambassadeur marocain auprès des Nations unies à Genève, il est décrit comme un alcoolique, devenu maladroit avec l'âge (il a 71 ans), qui n'arrive même pas à mettre sa veste tout seul.

Le clou des révélations est sans doute l'accord verbal secret conclu en novembre 2013 à la Maison-Blanche entre le président Barack Obama et le roi Mohammed VI. Les États-Unis y renonçaient — comme ils l'avaient fait en avril de cette année — à demander au Conseil de sécurité l'élargissement du mandat de la Minurso pour qu'elle puisse s'occuper des droits humains, mais obtenaient en échange trois concessions. Le Maroc arrêta d'abord de faire juger les civils par des tribunaux militaires ; il faciliterait ensuite les visites au Sahara des fonctionnaires du Haut Commissariat aux droits de l'homme et légaliserait les associations sahraouies indépendantistes comme le Collectif sahraoui des défenseurs des droits de l'homme (Codesa) du militant Aminatou Haidar. Sur ce dernier point, il n'a pas encore tenu promesse.

Si les rapports du Maroc sont plutôt mauvais avec le secrétariat général de l'ONU, ils sont en revanche bien meilleurs avec les deux instances onusiennes que sont le Haut Commissariat aux droits de l'homme et le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), tous deux à Genève. La diplomatie marocaine a su s'y faire des amis parmi les hauts fonctionnaires qui la renseignent sur les initiatives de ses adversaires et l'aident même à faire avorter ou à dénaturer leurs projets. Pour exemple, le séjour presque clandestin à Genève, en 2012, de Mohamed Abdelaziz, le leader du Front Polisario et président de la République arabe sahraouie démocratique³

Quant aux agents de la DGED et à leurs collaborateurs, ils parviennent, moyennant finance, à ce que des journalistes et des think-tanks français, américains et même italiens produisent des articles et des analyses favorables aux thèses du Maroc et préjudiciables à l'Algérie et au Front Polisario qui revendique, depuis 1973, l'indépendance du Sahara occidental. La DGED s'emploie aussi, à travers des intermédiaires, à séduire le lobby juif aux États-Unis dans l'espoir qu'il pèsera auprès de l'administration Obama pour qu'elle soit

plus compréhensive avec les thèses marocaines sur le Sahara. On apprend également qu'Israël et le Maroc maintenaient, du moins en 2011 et 2012, un dialogue politique permanent.

La lecture de centaines de câbles montre, en définitive, une diplomatie marocaine qui voit le monde à travers la lorgnette du Sahara. Ce bout de désert est partout, dans les réunions du Conseil d'association avec l'Union européenne, dans les visites ministérielles en Europe ou dans les relations avec des pays aussi lointains que le Paraguay. Cette « monomanie » saharienne fait que le Maroc s'intéresse peu à d'autres débats qui traversent la planète. Il ne s'en mêle que s'il peut en tirer un profit pour ce que les diplomates marocains appellent la « question nationale ».

AUCUNE RÉACTION OFFICIELLE

Chris Coleman et ses tweets ont été, ces dernières semaines, dans toutes les conversations de couloirs du Parlement de Rabat, dans les cafés que fréquentent les fonctionnaires haut placés, dans les cocktails diplomatiques. Il n'y a eu, cependant, aucune explication publique du gouvernement sur cette faille dans le système de communication, ni sur l'enquête qui serait en cours ou sur ses conséquences politiques. L'opposition n'a pas, elle non plus, jugé utile d'interpeller l'exécutif.

La presse, elle, est dans sa grande majorité passée en pointillés sur l'affaire, reprenant souvent la thèse de Mbarka Bouaida pour qui, derrière ce faux profil, se cachent des « éléments pro-Polisario » ayant agi avec l'appui de l'Algérie. Plus de deux mois après les premières fuites, le ministre des affaires étrangères, Salaheddine Mezouar au Sénat et le porte parole du gouvernement Mustapha El-Khalfi devant la presse lui ont emboîté le pas : « C'est une campagne enragée, orchestrée par des adversaires, visant à porter atteinte au Maroc, à son image et à sa puissance ».

Cette politique de l'autruche d'un gouvernement et d'une classe politique qui ne veut pas — qui n'ose pas — discuter de ce Wikileaks à l'échelle marocaine, marque aussi la différence avec les États-Unis qui, fin 2010, ont enquêté et se sont exprimé publiquement sur les répercussions de cet énorme déballage pour leur politique étrangère et leur image dans le monde. Le Maroc ne s'est pas risqué à cet exercice.

Le pouvoir exécutif marocain n'est pas assez sûr de lui : il se sent trop harcelé sur « son » Sahara pour en débattre sur la place publique. Les quelques revers diplomatiques qu'il a subis lui font oublier que les poids lourds de la communauté internationale, à commencer par les États-Unis, souhaitent que l'autonomie soit la solution accordée pour mettre un terme à un conflit qui dure depuis 39 ans. Cela fait plusieurs années qu'ils le disent, tout comme l'Élysée et les successifs gouvernements de l'Espagne, l'ancienne puissance coloniale. L'indépendance du Sahara, craint-on, signifierait la déstabilisation du Maroc, ce dont personne ne veut en Europe ou en Amérique.

Pour que l'offre marocaine d'autonomie aille de l'avant il faut cependant qu'elle soit crédible. Cela veut dire avant tout que Rabat doit arrêter de bastonner — ou pire d'emprisonner — ceux qui prônent l'autodétermination du Sahara et sortent dans la rue à Smara, Dakhla ou Laayoune pour la revendiquer. Ce message avertissant des conséquences néfastes d'une répression disproportionnée est transmis, de temps en temps, aux Marocains par leurs interlocuteurs occidentaux, à commencer par Christopher Ross, d'après les câbles consultés. Il a même été repris à demi-mot, en janvier 2014, par **Driss El-Yazami, président du Conseil national des droits de l'homme créé en 2011, lors d'une discussion à Rabat sur la mise en œuvre de l'accord secret de Washington**, selon un compte-rendu de cette réunion. Mais le message ne passe pas. Rabat fait la sourde oreille.

Revue de Presse

Dans Revue de presse 12 décembre 2014

0

Le Forum de la PME et de ses partenaires, les deux mémorandums d'entente entre le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et le parlement sur l'approche de droits humains, le Forum des ambassadeurs du groupe du dialogue méditerranéen de l'OTAN et la sortie prématurée du Moghreb Tétouan au stade du match d'ouverture du mondial des clubs de football, focalisent, entre autres sujets, l'attention de la presse nationale de ce vendredi.

Les quotidiens se font l'écho de l'ouverture, jeudi à la Foire internationale de Casablanca, du Forum de la petite et moyenne entreprise (PME) et de ses partenaires, un rendez-vous ayant pour objectif de mobiliser les forces publiques et privées afin de promouvoir les programmes structurants et les mesures d'accompagnement destinées à la PME et surtout d'encourager l'accès de celle-ci aux marchés nationaux et internationaux.

La presse relève que ce forum, initié par EPITAPHE en collaboration avec le CRI du Grand Casablanca, privilégie l'échange productif et l'information de proximité pour mettre la lumière sur toutes les solutions à même de booster le développement de la PME, à travers l'implication du ministère de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, de la CGEM, de l'ANPME, de Maroc Export, des CRI, des organismes de financement, d'écosystèmes industriels et de PME de divers secteurs.

Et les publications de souligner que cette édition aborde différentes thématiques telles que « Dispositifs de soutien et de financements publics et privés », « mise en avant de locomotives industrielles et des possibilités de partenariats et d'interactions entre grands groupes et TPME », « renforcement du capital immatériel et du Made in Morocco », « appuis à l'export vers les marchés africains et internationaux », « qualification des ressources et valorisation des solutions technologiques et organisationnelles », outre les rendez-vous B to B préconçus entre les dirigeants d'entreprises nationales et d'entreprises étrangères.

Sur un autre registre, les quotidiens rapportent que le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et les deux chambres du parlement ont signé, mercredi à Rabat, deux mémorandums d'entente portant sur le renforcement de l'approche de droits humains dans l'action de l'institution parlementaire, notamment en matière de législation, de contrôle du pouvoir exécutif et d'évaluation des politiques publiques et de la diplomatie parlementaire.

Signés par MM. Driss ElYazami, Mohamed Cheikh Biadillah et Ahmed Talbi Alami, respectivement présidents du CNDH, de la Chambre des conseillers et de la Chambre des représentants, ces mémorandums stipulent la saisie du Conseil lorsqu'il s'agit de l'examen de l'impact des projets de conventions et d'accords internationaux, en cours de ratification, sur le système judiciaire national et sur les engagements du Royaume en matière de droits de l'Homme, notent-ils.

La presse revient également sur la réunion du Forum des ambassadeurs du groupe du dialogue méditerranéen de l'Organisation de l'alliance atlantique nord (OTAN), mardi à Amman, marquée par la participation du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Nasser Bourita, et de l'ambassadeur du Maroc en Jordanie, Lahcen Abdelkhaleq.

<http://article19.ma/accueil/archives/5373>

Lors de cette réunion, dont la séance d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre jordanien des Affaires étrangères, Nacer Jawda, et du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, la délégation marocaine a présenté un bilan du dialogue méditerranéen avec l'alliance de l'Atlantique nord depuis son lancement il y a 20 ans, soulignant la nécessité d'adapter ce dialogue aux nouveaux défis sécuritaires dans la région, soulignent les quotidiens.

C'était aussi l'occasion pour la délégation marocaine de rappeler le rôle pionnier du Royaume dans ce dialogue depuis sa mise en place, ajoute-t-on.

Sur un autre volet, les quotidiens nationaux sont largement revenus sur la sortie prématurée du Moghreb Tétouan dès le match d'ouverture de la Coupe du Monde des clubs (Maroc-2014), après sa défaite aux tirs au but (3-4) face aux Néozélandais d'Auckland City, champion d'Océanie (temps réglementaire et prolongations 0-0).

Auckland city affronte en quarts de finale, prévus samedi (16h00), les Algériens de l'ES Sétif, vainqueurs de la Ligue des champions d'Afrique.

Les pages culturelles de la presse nationale restent dominées par la 14ème édition du Festival international du film de Marrakech qui se poursuit dans la cité ocre.

Dans l'actualité internationale, les publications s'intéressent, notamment, aux réactions après le meurtre d'un ministre palestinien par des soldats israéliens lors d'une manifestation contre la colonisation, la situation en Ukraine et les derniers développements de la crise syrienne.



الاستراتيجية الوطنية حول حقوق الإنسان وفيروس نقص المناعة البشري «السيدا»



عمدت وزارة الصحة من خلال استراتيجيتها الوطنية لمكافحة السيدا، إلى مكافحة الوصم والتمييز اللذين يعاني منهما الأشخاص المتعايشون مع الفيروس والأكثر عرضة للإصابة، وذلك بتقليص العقاب المرتبطة بحقوق الإنسان والنوع الاجتماعي. ويتعلق الأمر خاصة بالشرائح السكانية الأكثر هشاشة وعرضة للإصابة بالفيروس، على سبيل المثال كهنديات الجنس، والرجال الذين يمارسون الجنس مع الرجال، ومستعملي المخدرات عبر الحقن، والمهاجرين في وضعية غير قانونية، إذ تتعرض هذه الفئات للوصم والتمييز وصعوبة الولوج إلى الخدمات الصحية والتمتع بالحق في الصحة كما هو منصوص عليه في الدستور الجديد، ويرجع ذلك إلى جهلهم بهذا الحق و بوسائل التبليغ عن الانتهاكات الحقوقية التي يتعرضون لها.

ورغم أن المنظمات غير الحكومية كانت سباقة في مجال المرافعة، وتقديم الخدمات الصحية ومواكبة الأشخاص المصابين بفيروس العوز المناعي البشري والفئات الأكثر عرضة، إلا أنها لا تتوفر أحيانا على الخبرات والقدرات الكافية في مجال حقوق الإنسان من أجل تثبيت شرعية انشطتها وحماية الفئات المستهدفة. وفي هذا الصدد قامت وزارة الصحة بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان كمؤسسة تتمتع بأوسع الصلاحيات في مجال الدفاع عن حقوق الإنسان والحريات، ببلورة استراتيجية وطنية حول حقوق الإنسان وفيروس العوز المناعي البشري، وذلك بالتعاون مع برنامج الأمم المتحدة المشترك لمكافحة السيدا والصندوق العالمي لمكافحة السيدا والسل والملاريا.

ويتلخص الهدف العام للاستراتيجية في تعزيز وحماية حقوق الإنسان المرتبطة بفيروس العوز المناعي البشري- السيدا لتتقارب الرؤية العالمية قصد الوصول إلى صفر إصابة جديدة بفيروس نقص المناعة البشري وصفر وفاة ناتجة عن مرض السيدا وصفر تمييز متعلق بالسيدا بالمغرب. وتتحدد الأهداف المتعددة في تقليص الوصم والتمييز تجاه الأشخاص المتعايشين مع الفيروس والفئات الأكثر عرضة لخطر الإصابة، تعزيز الحماية القانونية لضمان حقوق المصابين، تعزيز دور المنظمات غير الحكومية في مجال الترويج لحقوق الإنسان المتعلقة بفيروس نقص المناعة البشري والدفاع عنها، إدماج المقاربة التي تستند إلى حقوق الإنسان والنوع الاجتماعي ضمن الأنشطة المدرجة في إطار المخطط الاستراتيجي الوطني 2012 - 2016 والمخططات الاستراتيجية الجهوية، وضمان تنسيق وتتبع وتقييم الاستراتيجية حول حقوق الإنسان وفيروس العوز المناعي البشري.

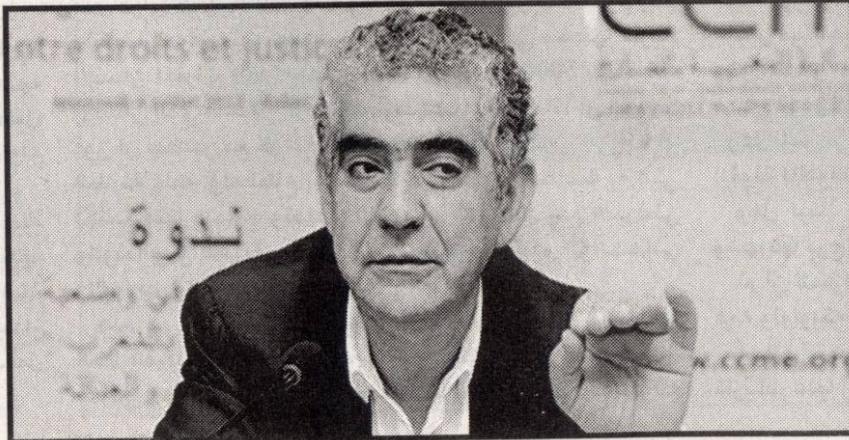
وتتركز محاور التدخل في مجال الإستراتيجية في تعزيز حقوق الإنسان ومكافحة التمييز عند الفئات السكانية العامة في الأوساط المؤسساتية، تحسين البيئة التشريعية والولوج إلى الدعم القانوني، إدماج البعد المتعلق بالنوع الاجتماعي ضمن أنشطة المخطط الاستراتيجي الوطني، جمع المعلومات المرتبطة بحقوق الإنسان وفيروس نقص المناعة البشري- السيدا ومعالجتها، ومكافحة الوصم والتمييز مع إشراك المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وإنشاء لجنة بين قطاعية تسهر على تنفيذ الخطة.



من أجل رفع التمييز عن المصابين بداء فقدان المناعة

شهد المقر المركزي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط، قبل أشهر، إعطاء انطلاقة الاستراتيجية الوطنية حول حقوق الإنسان والتصدي لفيروس نقص المناعة البشرية، وهي المناسبة التي ذكر خلالها رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إدريس اليزمي بالورش المفتوح بالمغرب المتمثل في تفعيل الدستور الجديد، مشيراً إلى أنه خصص بابه الثاني للحريات والحقوق الأساسية (من المادة 19 إلى المادة 40)، وبأنه يضمن مبدأ المناصفة، والحق في الحياة، وعدم التمييز، والحريات والحقوق الأساسية للجميع، مستدلاً كذلك بالمادة 31 التي خصصت للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، وعلى رأسها الحق في العلاج والعناية الصحية، مشدداً على أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، كمؤسسة وطنية معتمدة درجة «أ»، له ولاية عامة تتمثل في الحرص على حماية وتعزيز حقوق الإنسان وإثراء الفكر في مجال حقوق الإنسان، مضيفاً بأن المشروع النموذجي بشراكة مع صندوق الأمم المتحدة لمكافحة السيدا الذي أطلق سنة 2011، وهي سنة إحداث المجلس، يتضمن محورين أساسيين هما تقوية قدرات أطر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وتنظيم يوم للتفكير حول دور مؤسسات حقوق الإنسان في مواجهة الوطنية للسيدا، حيث شكل تدعيم المقاربة المبنية على حقوق الإنسان في مواجهة الوطنية للسيدا (2012-2016) العنصر الأساسي لبرنامج عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان في مجال فيروس المناعة البشري، موضحاً أنه في هذا الصدد يندرج مجهود المجلس وشركاؤه في إعداد الاستراتيجية الوطنية في مجال حقوق الإنسان وفيروس المناعة البشري، مؤكداً على أنه تم تحديد محاور هذه الاستراتيجية تبعاً لسلسلة من الاستشارات والمقابلات مع الفاعلين المعنيين، ويتعلق الأمر بالقطاعات الوزارية والمنظمات غير الحكومية الموضوعات والمهتمة بالحقوق الفئوية، بالإضافة إلى وكالات الأمم المتحدة المتواجدة بالرباط.

اليزمي أكد ، كذلك، على أن الوصم والتمييز يحدان من قدرة المجتمعات على الرد بشكل فعال ضد الآثار المدمرة لهذا الوباء، موضحاً أن الوصم يتمثل في كون الشخص يكون مطبوعاً اجتماعياً، ومن بين عوامل الوصم والتمييز، نقص المعرفة المتعلقة بالسيدا وطرق انتقالها وأعراضها، مضيفاً بأن فيروس المناعة البشري/ السيدا يحيل على السلوكات المحرمة بمقتضى القوانين السارية المفعول والعقليات (العلاقات الجنسية خارج العلاقات الزوجية، الانحراف الجنسي واستعمال المخدرات عبر الحقن واستعمال نفس وسيلة الحقن من قبل عدة أشخاص)، مؤكداً على أن الوصم والتمييز يولدان انتهاكات أخرى لحقوق الإنسان كالحق في الحياة، والصحة، واحترام الكرامة الإنسانية، والحياة الخاصة، والسلامة البدنية والنفسية، مشدداً على أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان وقع اتفاقية مع وزارة الصحة في هذا الصدد من أجل مراقبة السياسة العمومية للوزارة في هذا المجال، ولتدعيم بعد حقوق الإنسان.





رئيس الجمعية استدرك موحدا أنه يقصد ما تتعرض له جمعياته من مضايقات

الهايج يتهم وزير الداخلية بـ«الفساد» والرميد يرد: «حصاد شخص محترم»

2554/18

الرباط - خديجة عليموسى

الفساد بمفهومه الشامل، بل في سياق الحديث عما تتعرض له الجمعية من مضايقات ومنع. واعتبر الهايج أن «المشكلة في المغرب ليست فقط في تشريع النصوص، بل هناك انتهاكات تتم على مستوى الواقع»، مقدما مثالا على ذلك بقوله: «إن الدولة تنتهك سيادة القانون وتتسرف على الحقوق ولا تجد ما يردعها، رغم أن القضاء قال كلمته في بعض ممارستها».

وفي ما يهم مراجعة قانون الإرهاب، أكد وزير العدل والحريات أنه مستعد لمراجعة قانون الإرهاب إذا كانت هناك مقتضيات تستحق الإلغاء، موضحا أنه لما كان في المعارضة خلال سنة 2010 تم الحديث عن مراجعة قانون مكافحة الإرهاب، فكانت هناك صعوبة في تعديله.

تتمة ص 2

ما جاء على لسان رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، رد عليه مصطفى الرميد، وزير العدل والحريات، الذي كان محاضرا باللقاء، قائلا إن «وزير الداخلية شخص محترم جدا ويمارس مهامه في طار منطوق معين ولا يوجد بالحكومة وزير يبعث فسادا». وأكد الرميد أن وزير الداخلية شخص يصيب ويخطئ، مضيفا أن هناك حكما قضائيا قال إن وزير الداخلية أخطأ.

وعاتب الرميد الهايج على ما تلفظ به قائلا: «هذه العبارة التي انسلت إلى لسانك، لا أعتقد أن المعجم الحقوقي ينبغي أن يتضمن مثل هذه المصطلحات، فلو تحدثت بمنطق الخطأ والصواب لما رددت عليك».

من جهته، استدرك رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان عبر توضيحه أنه لا يقصد

اتهم أحمد الهايج، رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وزير الداخلية محمد حصاد بالفساد، في ندوة نظمها، أول أمس بالرباط، منتدى الكرامة لحقوق الإنسان حول «حقوق الإنسان في المغرب.. أبة حصيلة؟ قراءات متقاطعة». إذ قال الهايج إن «وزير الداخلية يبعث فسادا في هذا البلد، وخياره الاستراتيجي هو ألا توجد الجمعية في أي مكان. بالأمس فقط قدم رجال الأمن والقوات المساعدة إلى ناد ثقافي تابع لوزارة الفلاحة، فقاموا بسحب الكراسي واللافتات»، قبل أن يتساءل: «في أي زمن نعيش». وقال إنه تم منع حوالي 55 نشاطا للجمعية.

الهايج يتهم وزير الداخلية بـ«الفساد» والرميد يرد: «حصاد شخص محترم»

الرباط - خديجة عليموسى

تتمة ص (01)

وتساءل الرميد: «هل ترغبون في إلغاء قانون الإرهاب لنبقى في الفراغ؟ يصعب ذلك في ظل ما يعرفه العالم، وإذا كانت هناك اقتراحات تعديلية أنا مستعد لذلك. وقد وجدنا ما يستحق التعديل وهو التحريض على الإرهاب».

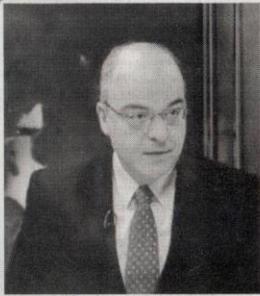
من جانبه، أبرز محمد النشاش، رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، أن قانون الإرهاب في المغرب وضع في ظروف خاصة دون مناقشة كافية، حتى أصبح يحاكم بها على النوايا، وهو ما يتطلب إعادة النظر فيه.

من جهة أخرى، دافع محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، عن استقلالية المجلس وقال: «أتحدى أيا كان أن يبرز لنا أوجه عدم استقلال هذه المؤسسة عن الدولة أو الحكومة أو البرلمان إلا إذا كان هناك من له موقف من المؤسسة الملكية التي أحدثت المجلس». جاء ذلك ردا على رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان الذي اعتبر أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان غير مستقل لأنه لا يمكن له إصدار تقاريره دون أن يتم التأشير عليها من قبل الملك.



سؤال مراكش: هل ما زال الإنسان هو الأصل؟

9399/9



■ **لبنان، محمد القواس***

ففي عاقل البلاد يتابع سيرها وصيرورتها، يرد بذلك على المشككين والمترددون في الإيمان بنهائيتها الرقي بحقوق الإنسان باتجاه أعلى المراتب المتأخرة.

امام ميدان المؤتمر، وعلى مدى الأيام الأربعة التي انعقد خلالها، لم تتوقف مظاهرات واعتصامات مطلية لقطاعات مغربية. أسأل للحقوق الإنسان في المغرب، أين أنتم من هذه الحكاية؛ يبادرني بلغة الأرقام: عام 2011 بلغ عدد المظاهرات في المغرب 22 ألف مظاهرة، وتناقص هذا العدد كل عام، وهو يبلغ حتى هذه الأيام من العالم الحالي 16 ألفاً. وماذا يعني ذلك؟ يجيبني أن الناس كانت تخرج في المظاهرات بصفحتها سلوكاً استثنائياً، فاشبعوا هذا الحرمان حتى التخمّة، وبات الأمر اعتيادياً في المشهد الاجتماعي والأمني والسياسي.

لم يعد الظاهر في المغرب يعكس أزمة نظام، بل بات دليلاً على توازن واتساق مع ما هو حاصل وعمول به في العالم. هكذا أدرك الحقوقيون الأجانب القادمون من شتى أنحاء الأرض المراتب المتقدمة التي حققها المغرب في مجال حقوق الإنسان، فكان صراخهم عالمياً يصدر واثقاً منتظلاً من أرض مراكش الصلبة حيث الإنسان ما زال أصل الحضارة.

*صحافي وكاتب سياسي لبناني

وسلطة، أن تفتخر في سجل متطوّر في هذا الضمّار. ويستطيع المغرب، شعباً ونيارات وأحزاب وجمعيات، أن يفخر بإنجازاته في هذا الميدان. أنشأ المغرب المجلس الوطني لحقوق الإنسان عام 2011 "خل محل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان"، وهو مؤسسة جماعية، مستقلة تم إنشاؤها من أجل التعاطي مع شتى الإشكاليات المتعلقة بالدفاع وحماية حقوق الإنسان والحريات، ومن أجل الاستقلال الصارم للجمعية الحقوقية بصفتها الكونية.

يذهب العاهل المغربي الملك محمد السادس في رسالته للمنتدى مباشرة ودون مواربة: "كونية حقوق الإنسان لا تعني أبداً التعبير عن فكر أو نمط وحيد، بل يجب أن تشكل في جوهرها، نتاجاً لدينامية انخراط تدريجي (...) تجد فيه التقاليد الوطنية والثقافية مكانها الطبيعي، حول قاعدة قيم غير قابلة للتغيير، دون تعارض أو تناقض معها".

شراكتنا كاملة في هذا العالم. هكذا يصغح ملك المغرب رسالته، وبناءً على ذلك نذهب معاً للإجابة على إشكالات الرأسمال: رفض الآخر والتعصب، بسبب ميراث عرقية، أو قراءة منحرفة لتدخل رسالات الأديان، إلى انتهاكات صارخة للحقوق الأساسية، بما فيها أقدس هذه الحقوق، ألا وهو الحق في الحياة".

يظل محمد السادس من مراكش من منبر كوني ليعيد تصويب البوصلة نحو المغرب. يمعن في التقدم نحو "مسالتي المساواة والمنصفة، المدرجتين في دستور الملكة، باعتبارها أهدافاً ذات طبيعة دستورية". يفتخر الملك المغربي بما حققته بلاده "بعد خمس عشرة سنة من الجهود المشتركة، محصلة مشرفة من الإنجازات، تشمل مبادئ حيوية، من قبيل العدالة الانتقالية، وحقوق المرأة، والتنمية البشرية، ورد الاعتبار للشقافة الأمازيغية تحسّون أسس الهوية المغربية، وتوطيد المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، وتدبير المخاض الديني، على أساس المبادئ والتعاليم والمقاصد السمحة للإسلام".

هي ورشة كبرى طموحة خاطر بها المغرب وما

وقود وطاقة لرفع الانظمة الثورية، كما اضحي أضحية شرعية يُستهان بمصيره في سبيلها. راج شعار "لا صوت يعلو فوق صوت الحركة". لم تكن الحركة، بالضرورة، حرباً ضد عدو، بقدر ما اعتبرت نزاهة مستمرا ضد خصوم النظام ومنتقديه.

وفق ذلك شعار "المقدس" استباحات السلطة حقوق الفرد في أن يكون حراً تبيح حريته الشرائع والأديان التي ادعت الانظمة أنها تستلهم الشرعية منها.

وإذا ما كانت الانظمة غير الجمهورية عند العرب تستمد شرعيتها من استمرار تاريخي بعيد، فإن ثقافة الحكم ومفهوم استقراره استندت أيضاً على استبداد، وتعاملت مع الإنسان بصفته من رعايا العرش، وعبر تلك الصفة لا يتعمق إلا بالحقوق التي أرادها صاحب ذلك العرش، في ذلك تفسير لظواهر تخلف في الأداء الحقوقي، على ما فرج التقارير وتشبّث التحقيقات، ليس فقط في علاقة المواطن بالحكم، بل في العلاقات المجتمعية الداخلية بين رجل وأمرأة وطفل، وفي هذا، سجل المغرب في ظل محمد السادس، قطعة نهائية مع نهج وسلوك سابقين.

وإذا ما جاء "ربيع" العرب مبشراً بانسلاخ فجر الإنسان وحقوقه، أتت الرياح بما لم تشتهه سفن الزاحفين في الشوارع، فلا قطع الرؤوس ولا اغتصاب النساء ولا انتشار التعذيب ولا ارتكاب المجازر يشي باحتمالات أن يظل عهد قريب لحقوق الإنسان في بوغنا. ككشف هذا "الربيع" عن علة بنيوية في تركيبة مجتمعنا تفرز عنّل الاستبداد والتفرد والتجّوء إلى العنف سواء كانت السلطة في يد هذا، أو استولى عليها ذلك.

ويكشف هذا "الربيع" في تهافت الإسلام السياسي على السلطة إشكالية تحكّم الدين، أو من يدعون التكلم باسمه، بيوغيات الفرد وإيقاعات تطوره. يكشف "الربيع" استعصام إشكالياً لمخاربه ما من شأنه تخليص الإنسان العربي من محاولات ثقافية على طريق تحرير الإنسان وصون حقوقه. يدلي المغرب بدلوه في الجدل الكوني الراهن حول حقوق الإنسان. تستطيع الرباط، حكم

أصل الحضارة وأساس وجودها: الإنسان. تصدّم المراقب كم إن مسألة حقوق الإنسان عاجلة طارئة ملحة في زمن العولمة والتقدم التكنولوجي، وكم هي ملحة في زمن رواج الديمقراطية والتجسّر بالحرريات كقاعدة عيش في العالم أجمع. في النقاشات التي اشتملت داخل خيام المنتدى مرايا لتخلف ما زال سائداً في تعامل البشر مع البشر، في تعاطي السلطة مع المواطن، في مقاربة الذكر للأنثى، وفي سلوك المجتمعات مع أطفالها، وإذا ما ولي زمن الاستعداد والرفيق بمعناه المباشر الفخ، فإن تلك السيرة تستوطن زمنًا بحيث ودهاء وفق أشكال وأساليب متخلفة أحياناً. وعلنية أحياناً أخرى.

في الجدل حول أمر الإنسان وحقوقه، افرجت مراكش عن ديناميكية المشككة، عن غموظ العلة، عن تعطل علاجها. في السياسة ما يكشف ظلماً وتعديباً وتسلفاً واستمداً، وفي الثقافة ما يبرر خللاً في التعاملات المجتمعية الداخلية. وفي الاقتصاد ما يفسر بطالة وعمالة داخلية. ورواج ظواهر الاستغلال، وفي الذكورية ما يسطر الحجر على اختلال لقيم في مساواة الرجل بالمرأة من شمال شمالي الأرض إلى جنوب جنوبيها، وما يكرر النقاش حول الاستغلال الجنسي الضخم الذي ما زال يطال المرأة والطفل في القرن الواحد والعشرين.

وفيما دارت نقاشات ورش منتدى مراكش حول ما يمكن وصفه بالانتهاكات الكلاسيكية التي لا تنتهي منذ بدء الكون، فإن حال حقوق الإنسان عند العرب تدخل في أطوار دائية، تتجاوز كلاسيكيتها العالمة الرتيبة. فتناول ذلك الشأن لطالما كان بعيداً عن أجندة الحاكم منذ زوال الاستعمار والدخول في حقبة الاستقلال، ولطالما اعتبرت الأديبولوجية الحاكمة أن إشارة المسألة هي رجم من عمل الخارج، ومؤامرة دولية ضد منجزات الدولة الوطنية المتحررة من سطوة القوى الكبرى.

في ظل الانظمة الجمهورية تحوّل الإنسان إلى تفصيل ناله داخل مفهوم "الجاهل" التي ادعت تلك الانظمة الدفاع عنها. تحوّل الإنسان إلى

حين اقترحت الولايات المتحدة، مؤخراً، توسيع نطاق تفويض بعثة الأمم المتحدة للاستفتاء في الصحراء الغربية ليشمل مراقبة حقوق الإنسان، رفض المغرب الأمر ذلك، لأنه تفويض لسمايته على الصحراء الغربية. حقوق الإنسان ضمان بجهود مغربية، لا فرق أكان ذلك في العيون في الصحراء أو في مراكش ومكناس ونواحي البلاد الأخرى. تراجعت واشنطن، لكن المغرب لم يتراجع عن رفع لواء حقوق الإنسان، إلى درجة دعوة العالم إلى مدينة مراكش لمناقشة أمر ذلك على هذه الأرض، ضمن بيئة حقوقية مغربية هي الأولى في العالم العربي والسابقة في قيام منظومة في هذا الضمّار.

في قلب مراكش انبسطت الأسبوع الماضي قرية عالمية استضافت أحياناً للمنتقى الدولي الثاني لحقوق الإنسان. التقى الجمع في المرة الأولى في البرازيل في أوائل العام الماضي، أراد المغرب استضافة المنتدى الثاني هذا العام فكان له ما أراد "كأن مقرراً لا تتسببه الأرجنتين". فللمغرب باع في مجالات الدفاع عن حقوق الإنسان، سواء من خلال المجتمع المدني ومنظماتها، أو من خلال الأداء الرسمي والحكومي.

كان لا بد لذلك الجهد المميّز في مجال حقوق الإنسان في المغرب أن يطل على العالم من قلب مراكش. تصالح المغرب مع نفسه منذ تقلد الملك محمد السادس عرش البلاد. كان بإمكان الملك الشبان أن يربط الحكم ويكمل مسيرة من سلف، لكنه رجع العودة إلى تلك المسيرة، ليفتح كافة الملفات، ويحقق في كل الانتهاكات ضمن "مخبة" المصالحة والمصالحة: التي أنبخت بها تلك المهمة، مؤسساً بذلك منظومة سلوك تتسبج على كافة القطاعات المجتمعية بحقوق الإنسان.

أمل المنظوم أن يصل عدد المشاركين إلى خمسة آلاف شخص، فجاهم أكثر من 8 آلاف "بحجون"، إلى مراكش في أكبر مظاهرة كونية للدفاع عن حقوق الإنسان، في المنهد ما يعكس هماً مشتركاً ما بين الفارات والأجناس والثقافات، وفي المشهد يخطئ الجنوب بالشمال، وتتقاطع الدول الغنية والثامية والفقيرة، في المشهد عودة عجيبة إلى



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CNDH
Conseil national des droits de l'Homme

هل أخلفنا الموعد؟

المنتدى العالمي لحقوق الإنسان بمراكش

7399/9



ب.قلم: د. محمد الفران

لا أحد يجادل أو يشك في رغبة القائمين على المنتدى في إحياء هذه التظاهرة الغراء، ونجاوز الحسابات الضيقة في سبيل تحقيق الهدف المنشود، على المستوى الدولي، حيث أصبحت تقاس العلاقات الدولية على هدي حقوق الإنسان، وعن طريق المنظمات الدولية الكبرى تصير القرارات، بما يترتب عليها من خير وشر على مستوى إبرام الاتفاقيات وحفظ المصالح، غير أن حسن النية وصفاء الطوية لا تكفيان، لأن هذا المجال ببلوغه صعب، وخراسه جيابرة التاريخ لا يعصون له أمرا.

لقد كان من أحد مهمات المنتدى العالمي بمراكش تسليط الضوء الكاشف من أجل تقديم صورة حقيقية لما قام به بلدنا من تقدم في هذا المجال، وإيصال هذه الصورة إلى كل بقاع المعمور، بشتى الطرق والوسائل، حتى تقدم أنفسنا كما فعلت البرازيل من قبلنا، بوصفنا دولة من الدول التي تحترم حقوق الإنسان، وذلك عن طريق توثيق مشاركة نسيجنا الحقوقي في المنتدى بكافة تلويناته وحساسياته، والتي بالنسبة في صغائر الأمور من أجل كلمة سواء، تراب بها الصمغ ونشره الجميع حتى لا تتفرق كلمتنا ونذهب ربحنا فربح غيرنا، على افتراض المنتدى يخفي حين لا نلوي على شيء، وفي سياق متصل، كان لزاما علينا الإفتتاح أكثر على العلاقات الحقوقية العالمية دون أن تغفل أو تتغاضى عما يكتنه بعضها من عداة لصداحة الوطنية، ويحمله من قيم مخالفة لتواثمتنا وما أجمعنا عليه سرا وعلايته، لذا فالتركز كثيرا على الأستاذة الجامعيين والباحثين في مجال حقوق الإنسان في الجامعات الأجنبية ليس كافيا، لأن تأثيرهم محدود ونحن في مجال حقوقي بالدرجة الأولى لا في مجال أكاديمي نناقش فيه النظريات العلمية والأطراحي الجامعية. هل نهجت مقاربتنا المنتدى مراكش نهجا تشاكرانيا، جمع كلمة التسخيس الحقوقي المغربي اللهم من أختر التخلف عن ذلك برغبة وطواعية؟، هل تأتي لنا أن يمين الكل من أن يدلو من بدلوهم من البدلاء، بغض النظر عن مرجعياته وحساسياته، ويشترك الجميع في رؤية استشرافية تأنلهم في تدبير الموضوعات الشائكة التي من المفروض أن نطرحها بما يضمن مصالحنا الذاتية والوطنية كآراء ومؤسسات فقط بل على المستوى الإفريقي والعربي؟

إن عدم تمكن المشاركين في المنتدى من معرفة أسماء الشخصيات الحاضرة وأسماهم الجمعيات والمنظمات الأجنبية المشاركة، جعل المعض بحكم جازما بأن حضورها اللهم إذا كان نشاطها خارج القرية المنظمة لهذا الغرض في قاعات الفنادق المغلفة وصلواتها الفسيحة، أضف إلى ذلك أن التظاهرات المشاركة ما هي في الواقع على حد ما لاحظته بعض المختصين: إن امتدادها قديمة أكل عليها الدهر وشرب، فانتهت صلاحيتها منذ زمان كالأوروميد والأوروميسكو. والشئ نفسه ينطبق على الشخصيات الحاضرة التي كانت شيئا مذكورا فيما مضى، أما اليوم فلا تأثر لديها وكلمتها ليست مسموعة في مجال حقوق الإنسان، وذلك بعدما فسحت المجال لأجيال أخرى، وقدمت أسفالتها عن طواعية ومحض إرادة. أما يكن خليفنا بنا مقابل ذلك، إن تركز على الأسماء التي وعدنا بحضورها في إعلان المنتدى، وصوتها اسموع كما هو معلوم، في مجال حقوق الإنسان، وعلى رأسها الأمين العام للأمم المتحدة وبعض رؤساء أمريكا والاتحاد السوفياتي سابقا، أما السيد زياتيرو رئيس الحكومة الإسبانية سابقا، فكما يعرف ذلك القاصي والداني في أسياندا لا تأثير لديه يُذكر، ولعل ذلك ما جعله لا يقدم أو يشر أي تصريح رغم خليفته الصماء في الجلسة الافتتاحية والتي هيبت حماس

الحضور في تلك الليلة العارمة والمطرقة. وفي السياق ذاته لماذا لم نستطع تعبئة الدول الأفريقية للمشاركة في منتدى مراكش كما فعلت البرازيل من دول أمريكا اللاتينية. لقد كان من المفروض بالنظر لتدور الذي يلعبه المغرب في إفريقيا والذي يطمح أن يلعبه في مستقبل الأيام على المستوى السياسي والاقتصادي والديني أن تستثمره على الوجه الأمثل وذلك انسجاما مع الخط الرسمي المتضمن في الرسالة الملكية ولقبلة في خطاب جلالتة في الأمم المتحدة. لقد كان لزاما علينا أن نعمل مع إخواننا الأفارقة مجموعة واحدة متجانسة، وندعو بالحاح الرؤساء والسوزاء والشخصيات السياسية والحقوقية الأفريقية لنحمل من خلالها مشعل الحقوقي بكافة أشكالها على مستوى قارتنا السمراء، ونسبع صوتنا وننقل شكواهم وشكوانا إسوة بدول أمريكا اللاتينية، لا أن نؤثت بهم الجلسات الرسمية البروتوكولية، بل نشرهم في الورشات والعروض والمناقشات التي للأسف حضرها ورؤاها ورؤساء مؤسساتنا الدستورية يقضهم وقضيتهم ويمخلف الوانهم السياسية، وتتعدوا جلساتهم ويسوقولة والإتزام أحد قد يدخل للمنتع لديها جاءت إثره المجال للجمعيات والمنظمات المعنية أساسا بقضية الحقوق، والتي إليها ترجع المنظمات الدولية في الشأفة والغاظة، ومن خلالها تصاغ التقارير وتمنح الدرجات. أما خلاف ذلك فلا خفيهاه الحقوقيون المنتمين إلى أي أساس أنه تهميش للمدافعين الحقيقيين عن حقوق الإنسان وتشكيك وتجريح في ذمهم وتعرضهم للتحرشات والمخالف على حد تعبير ميشيل فورتس في الجلسة الختامية للمنتدى.

ومن جهة أخرى لا يمكن خليفنا بنا، أن نطرح قضية وحدتنا الترابية ضمن أورش المنتدى بوصفها قضية حقوقية، اليس من حقنا أن نثير قضية المتحرزين في تدفوق والإنشعاقات التي تعرضون لها في مخيمات العار، وإين في تلك الجمعيات والشخصيات الحقوقية التي سبق أن عبرت عن استيائها مما أت إليه الخوف، وما فائدة هذا المنتدى بالنسبة لبلدنا الذي اتفق من طبعه على قضاء كبير، إذا لم يسع صوتنا فيما يخص الحكم الذاتي ومسرح قضيتنا ونقع بها غيرنا من حقوقي العالم جنس يهجر أروق خصوم وحدتنا الترابية. ليس إلى الناس أن تعرض شريطا بل يعاينه إخواننا في مخيمات العار على عمار الأشرطة التي عرضت في قاعة كولنزي بكلية ليطعل عليها المشاركون الأجانب ويتفقا على معاناة المتحرزين وعذاباتهم والإنشعاقات التي يتعرضون لها في كل وقت وحين، والكل يكلمان فيما يخص بيانات الشجب والإدانة التي تسفر ضد بلدنا من طرف الإعداء والخصوم. وقد يقول قائل إن هذا الأمر يدخل فيما هو سياسي وليس حقوقيا، إلا أن الواقع خلاف ذلك، فمتى كانت قضية حقوق الإنسان في العالم بعيدة عن السياسة، أفلم تدنا دائما ورقة تلعب بها القوى الكبرى لغشاء مآربها السياسية ومصالحه الاقتصادية، والذي هو من يعرف كيف يلعب على الحبال ويجمع بين الجسبين لإخفاق حقه وحفظ مصالحه. صحيح أن الإعلام الوطني بكافة أنواعه عمل على تغطية أعمال المنتدى بخلاف الإعلام العالمي الذي لم يشر إلى ذلك إلا لماما، وهي نقطة ضعف لا بد من الإشارة إليها. والسبب في ذلك أن الشخصيات المدعوة لم تكلف نفسها عناء تقديم تصريحات في بلدنا بهذا الخصوص، ولم تتيح مقاربت صحفية نتحدث فيها عن منتدى مراكش وما حققه المغرب من تقدم في مجال الحقوق، لتثير الإنتباه والفضول وتدعو عن ذلك النظرة في الأحكام والمواقف، لتست أدري بل أحضمت عن ذلك كهودية تأيرها في هذا المجال، أو لغاية في نفسها نتيجة أمور قد ترسخت في أذهانها ولم تنجح في تغيير واستئصال صورتها، ومهما يكن من أمر فإن ذلك قد يقوم دليلا على ضعف علاقتنا وقصورها في التأثير على من نعدهم

اصدقانا وحلفانا من رواد حقوق الإنسان في العالم، لأننا لم نستطع طوال هذه السنين أن نخلق شبكة حقوقية دولية نعمل عليها ونفهمنا وتقدم لنا قلوبه بموضوعة وحياد دون نفاق أو محاباة. والطريف أنه حتى القوات الفرنكوفونية التي تحدثت عن منتدى مراكش بعد انقضاء ثلاثة أيام ركزت على الجمعيات المقاطعة ولم تحلل بورشات المنتدى ومحاوره الجديدة، وهذا لم نستطع أن نجعل من الإعلام العالمي أداة لتحقيق الإشعاع المطلوب، في هذا النوع من المناسبات. لم نساعد منتدى مراكش ليسير في خط مواز مع التحديات المطروحة على بلدنا حالا وبملا. كما لم يكن أيضا في مستوى تجربتنا التنظيمية والتي يفر بها الإصداء والخسوم، إلى حد أن علق أحد الضيوف المشاركين مازما بأن هذا المنتدى لو أشرقت على تنظيمه الدولة لكان حاله أحسن، سواء على مستوى استقبال الضيوف الأجانب أو على مستوى طباقات السفر أو على مستوى حجوزات الفنادق. إن الخطأ والخيط فيما يخص جلسة الإفتتاح كاد ينسكف بالمنتدى برمتها لما هذت بعض الوفود الأجنبية، فأنه إن المغرب لم يوقف منها جزء ما حصل لها من ضرر غير مقصود خارج نطاق إرادة المندوبين دون شه، حيث أوكلوا الأمر بحسن نية لوكالات من تزن الأمور بموازيتها الحققة، ولم يقدروا حق قدرها وأهميتها.

كما أن الذي تتبع الأورش قد يساء كثيرا من جغرافيتها الغربية وأولوياتها الحقوقية، حيث غساب الخطيط الناطم وطغيان المحسني على الكونسي والمدرسي على النقدي التحليلي، مما فسح المجال أمام الخلافات القيدية والقناعات الإيديولوجية العمياء التي أدت إلى سوء الألاب حينا ومصادرة الرأي الخاطئ أحيانا أخرى، رغم أننا لم تكن في حاجة إلى ذلك، إن كلنا مواضيع ذات طابع محلي تناقشنا على طول السنة وقد منا فرح بما لديه، ولم نقبل لأحد على أحد في نهاية المطاف. لقد كان حريا بنا أن نستحدث الخطى نحو المستقبل بالتركيز على المواضيع الموسومة في أجنده حقوق الإنسان الكونية "حقوق الإنسان وحظتها الإنسانية" والشراكة العالمية الجديدة "والعدالة البيئية" و"الحقوق الاقتصادية وغيرها ونقول كلمتنا فيما يجمعهم عوض الإصراف كليا على مواضيع ونقاشات أصبحت قديمة وإجترار مقولات ولوحها في كل وقت وحين، مطمئنين ومستمتعين بمعاركتنا الدون كيشوطة التي لا تقدم ولا تأخر في هذا المجال، مما أصبح يفوت علينا الفرص ويلهبنا عن مهمات الأمور. لقد صار يفوت الحقوقي عندما يتوزع بين الدولة والمعارضة وتيار حقوق الإنسان الذي أضحي يتعامل بدوره كحزب يشق نفسه طريقا أخرى في المعارضة تقف على طرفي تقبض مع توابنا ومقوماتنا.

إن عجلة هذا الزمن ضاغية لا محالة، ولا مجال فيها للاستقار والاستعفاء، لأن بلدنا سيكون هو الخاسر الأكبر نتيجة هذا التعتت والإصرار وسوء التقدير. فعوض أن نحقق المفاجأة على مستوى العالم وننظر كلية في الجبل الجديد المنفق من خلال إعطاء هذه الورشات مكانتها الاعتبارية، فضلنا حوار الطرشان مع بعضنا البعض، وسعمتا للبعض أن يهدد البعض الآخر بنحرر الإبداء والاستئصال العرقي، ومن ثم كان من المفروض على رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان وهو النقيب الأدبي الأديب أن يعتمد اللغة العربية في خطابه الختامي بوصفها لغة رسمية من جهة وحد بذلك ردا جميلا على كل من ما يهدد. ونادي باستئصالهم وبهجرتهم من هذا ريش المنتدى إن نجيب استعمال لغة أدار أهلها واصدقائها فظهم عنا. ولم يناسب ولا يحتمل أيضا، لقد يكن داه من تقدم في مجال الحقوق، بل بخسوه وتقصوه ولم يقدروه حق قدره، وكل وبكل بالإشارة فيهم.

ما أروع الشعور الذي ينتاب المرء عندما تنجح بيانه في الظفر بشرط تنظيم تظاهرة عالمية كبيرة، لها مكانتها الاعتبارية، وبورها الفعال في مجال نشاطها ودارة نفوذها. ففيها مناسبة عظيمة للتواصل المباشر مع جميع أنحاء العالم خاصة بغض لا محالة، إلى معرفة ما جد من قضايا وأطراحي؛ أضحت تشكل محط الاهتمام والعناية بالنسبة لمختلف الناشطين الحقوقيين، تتعدد جنسياتهم وتباعد مرجعياتهم، علاوة على كونها مناسبة، والمناسبة شرط كما يقال، لتطرح القضايا الراهنة على المستوى العالمي والمحلي أيضا، ليعرف الآخرون مدى وعينا بها وتدرج أنخرطنا في مسانكها الشائكة ومهامت درويها الضيقة. فندقم ما جد لدينا في المغرب من مصلحات ومطبات حقوقية يخض النظر عن اختلاف وجهات نظرنا بل وصراعنا أيضا. فكلنا مغاربة وكلنا نصوب لتصوير مدى تقدم هذا الورش واستشراف المستقبل فيه، بعيدا عن تشويش المشوشين وتزيد المناقضين المتعلمين، فيتحقق المطلوب وتربح الرهان الحقوقي الذي تتزايد وطائته علينا في المحافل الدولية يوما بعد يوم. إن هذا هو الشعور الذي كان يدعغ للمشاركين المغربية وغيرهم أيضا، وهم يتأهبون لشهد الرحال صوب المدينة الحمراء قصد المشاركة في ورشات المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، وليلقوا استبد هذا الشعور بالناضرين في الإفتتاح أثناء تلاوة وزير العدل للرسالة الملكية التي رفقت بشئ صيغة الدعوة المغرب على البووقوكول الاختياري، لافتاقية مناهضة التعذيب، وكل ضروب المعاملة والعقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، ثم أرفقتها بأخرى تتعلق بتخصيب هيئة دستورية المنعاصرة ومناهضة كافة أشكال التمييز ضد المرأة.

ولعل هذا الشعور النبيل والإحساس الوطني المرفه يجعلنا نساءل: هل كان بالفعل تنظيم المنتدى العالمي لحقوق الإنسان بما له وما عليه، في مستوى الرسائل والإشارات التي بعث بها الملك إلى المشاركين في المنتدى، وهل يا ترى حقق لنا هذا المنتدى العالمي، ما كان يصبو إليه بلدنا من مرام وأهداف وغنية وعالمية؟، هل استطاع مندوبنا المغربي باعتياز الأول بمشاكل ويمائل النجاح الرائج التي تم تحقيقه في المنتدى الأول بالبرازيل؟، هل حقق الإشعاع الإعلامي المنشود سواء من خلال الضيافة والمحوار العالمية والقارية أو من خلال قضاياها الوطنية التي كان لزاما علينا طرح حلقاتها دون تزويق ولا مسامحة، على مرأى وسممع المشاركين الأفراد والجمعيات والمنظمات الحقوقية الأجنبية، ونحن الذين ننتهم بحق وبدونه بانتهاك الحقوق وخرقها؟



الملتقى الجهوي بأسا حول الواحات بالمغرب الصحراوي

8277/6

بشراكة

INNOVATION SOCIALE
CONSTRUCŢIE AUTĂRĂŢE

مركز الشباب الصحراوي للإبداع الاجتماعي
بتنسيق مع كلية الآداب و العلوم الإنسانية - جامعة ابن زهر اكادير
و بشراكة مع عمالة إقليم أسا الزاك و وكالة الجنوب

ببتم

الملتقى الجهوي الأول حول الواحات

تحت شعار

الواحات نموذج للتنمية المستدامة بمناطق المغرب الصحراوي

حالة واحة أسا

أيام 21/20 دجنبر 2014
بقاعة المؤتمرات ببلدية أسا



الإنسان ومشاركة أكاديميين وطلبة باحثين من جامعة الحسن الثاني بالمحمدية وجامعة ابن زهر باكاير . واعتبارا لأهمية هذا الملتقى في البحث عن الحلول والسبل الكفيلة بالمحافظة على الموروث البيئي، الثقافي والحضاري، توجه إدارة الملتقى بأسا نداءا لجميع الفاعلين والمهتمين بالمجالات الواحية للمساهمة والمشاركة في هذه التظاهرة العلمية والثقافية من أجل إرساء قواعد وآليات تثمين هذا الموروث.

تحتضن مدينة أسا الملتقى الجهوي الأول للواحات تحت شعار "الواحات نموذج للتنمية المستدامة بمناطق المغرب الصحراوي حالة واحة أسا" وذلك أيام 20-21 دجنبر 2014 والمنظم من طرف مركز الشباب الصحراوي للإبداع الاجتماعي بأسا، بدعم من عمالة أسا الزاك والمجلس البلدي والإقليمي لأسا الزاك وبمساهمة شركاء محليين، جهويين ووطنيين (وكالة تنمية الأقاليم الجنوبية، ووزارة الثقافة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان). ويهدف الملتقى إلى تمكين مختلف الفاعلين المحليين من استغلال الفرص المتاحة والإطلاع على التحديات التي يتعين رفعها لتحقيق تنمية واعدة. ويكمن ذلك من خلال مضاعفة الجهود، وكذا توحيد الرؤية للمساهمة بشكل جماعي في إعداد العراقيل التي تعيق تحقيق التنمية بمناطق الواحات بالمغرب والمساهمة أيضا في النهوض بالإستراتيجية الوطنية لتنمية مناطق الواحات وابتكار رؤى محلية جديدة في مجال التنمية المستدامة.

و يتضمن برنامج الملتقى تدارس مواضيع مختلفة تهتم بلورة سياسات مرتبطة بالفلاحة وإطلاع العموم على المعارف والخبرات و إكراهات الفلاحة التضامنية بواحات المغرب الصحراوي وخلق الانسجام لتعزيز التنمية المستدامة. كما سيتم خلال هذه الدورة عرض شريط وثائقي حول واحة أسا كنموذج وندوات علمية جهوية ومائدة مستديرة فضلا عن ورشات ينشطها خبراء واساتذة جامعيين مختصون في قضايا الواحات كما سيرفع الملتقى حفل توقيع كتاب حول الواحة بحضور الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق



خلال ندوة حول الحصيلة الحقوقية

الرميد يبدي استعداده لإلغاء مقتضيات من قانون مكافحة الإرهاب

3-1/3539

• سناء كريم

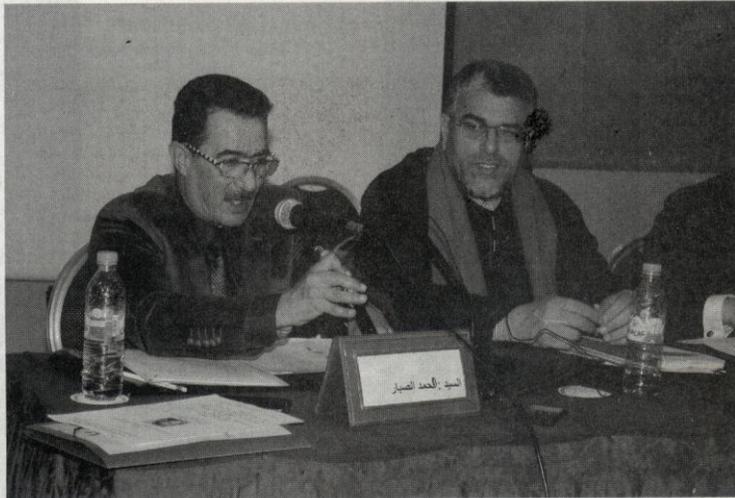


أبدى وزير العدل والحريات، مصطفى الرميد، استعداده لـ«إلغاء الجمعيات الحقوقية، والاستماع لجميع مقترحاتهم، وإلغاء أي مقتضيات تتعلق بقانون مكافحة الإرهاب ترى هاته الجمعيات الحقوقية ضرورة لإلغائها»، وذلك في رد له على انتقادات محمد النشاش، رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان حول توسيع المشروع الجديد لصلاحيات السلطات بالتنصيص على المحاسبة على النبات في قضايا الإرهاب، خلال ندوة نظمتها منتدى الكرامة لحقوق الإنسان بالرباط أول أمس السبت حول موضوع «حقوق الإنسان بالمغرب أية حصيلة؟» قراءات متفرقة، بحضور المحجوب الهيبة، المندوب الوزاري المكلف بحقوق الإنسان، ومحمد الصبار، الكاتب العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بمشاركة عدد من الجمعيات الحقوقية.

التفاصيل من: ⑤

خلال ندوة حول الحصيلة الحقوقية

الرميد يبدي استعداده لإلغاء مقتضيات من قانون مكافحة الإرهاب



ولا ترضى أطرافاً أخرى، حيث تطورت المسارات والتشريعات بشكل إيجابي إلى اليوم، كما اعتبر مشروع قانون المسطرة الجنائية ثورة هادئة في مجال الحقوق والحريات.

من جانبه، أكد المحجوب الهيبة، المندوب الوزاري لحقوق الإنسان على أن المغرب كان فاعلاً أساسياً منذ الاستقلال، كما أنه طرف في النواة الصلبة في الاتفاقيات الدولية، صادق على تسع اتفاقيات، كما أنه مطالب بتقديم تقريرين سنويين، مما يربط التزامات وتحديات.

وأثار الهيبة التحديات التي يواجهها المغرب على مستوى المنظومة الأمامية من قبيل معالجة التعدد والتنوع في الآليات بسبب تداخل وتكرار بعض التوصيات، ومشاكل اللوجيستيات فيما يتعلق باللغات التي يتم التواصل بها، حيث يتم اعتماد الفرنسية والإنجليزية والإسبانية، بالإضافة إلى التحديات المتعلقة بالانسجام والتفاعل في إشارة إلى تضارب التقارير التي تتقدم بها الحكومة مع التقارير الموازية للهيئات اللاحكومية (الفعاليات الحقوقية).

محمد الصبار، الكاتب العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان شدد من جانبه، على أن حقوق الإنسان كانت إحدى الأعمدة الأساسية في التعامل الدولي إلا أنها عرفت منحى تراجعياً بعد الأحداث التي عرفها العالم في الأشهر الأخيرة.

واعتترف الصبار بوجود بعض الاختلالات والتجاوزات في المغرب، موضحاً أنها مسألة طبيعية وأنه من غير الطبيعي عدم مواجهتها

• سناء كريم
أبدى وزير العدل والحريات، مصطفى الرميد، استعداده لـ«إلغاء الجمعيات الحقوقية، والاستماع لجميع مقترحاتهم، وإلغاء أي مقتضيات تتعلق بقانون مكافحة الإرهاب ترى هاته الجمعيات الحقوقية ضرورة لإلغائها»، وذلك في رد له على انتقادات محمد النشاش، رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان حول توسيع المشروع الجديد لصلاحيات السلطات بالتنصيص على المحاسبة على النبات في قضايا الإرهاب، خلال ندوة نظمتها منتدى الكرامة لحقوق الإنسان بالرباط أول أمس السبت حول موضوع «حقوق الإنسان بالمغرب أية حصيلة؟» قراءات متفرقة، بحضور المحجوب الهيبة، المندوب الوزاري المكلف بحقوق الإنسان، ومحمد الصبار، الكاتب العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بمشاركة عدد من الجمعيات الحقوقية.

وشدد الرميد على أنه «يستحيل إلغاء قانون مكافحة الإرهاب كي لا يحصل فراغ على مستوى التشريعات والقوانين المتعلقة بالإرهاب»، على اعتبار أن ما يعيشه العالم يستدعي أن يكون هناك قانون لحماية أمن البلد والمواطنين، موضحاً أنه كانت هناك اجتهادات قضائية متواترة تعاقب على الذهاب إلى يؤر التوثير لذلك تم التفكير في تأطير تلك الاجتهادات بقانون.

وفي تقديمه لـ«حصيلة المغرب الحقوقية، أكد الرميد على أن المغرب ومنذ التسعينيات راكماً عدداً من الإنجازات» قد ترضى أطرافاً

بل يتعلق بضمانات ممارسة الحقوق والحريات، مشيراً إلى أن المغرب يعرف اختلالات على مستوى الواقع، فيما تتميز دينامية التغيير البطيء في تنفيذ مقتضيات دستور 2011 القاضي بضرورة ملاءمة التشريعات الوطنية مع التزامات المغرب الدولية.

الجن الدولية دون إشراك الجمعيات الحقوقية لحظة تقييم الاتفاقيات كما أكدت على غياب سياسة عامة ذات صلة بحقوق الإنسان. أحمد الهايج، رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، أكد على أن المشكل في المغرب لا يتعلق بالتصوص والتشريعات،

ويعتبر من الديمقراطيات الناشئة. وفي تعليق لهم، انتقدت خديجة المروزي، الحاتبة العامة للوسيط من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان، أعمال المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، حيث قالت إن مهامها أصبحت مرتبطة بالجواب على المواعيد الدولية والجواب على تقارير



تدني النقاش ومستوى غير مسبوق "للشعبوية" في البرلمان المغربي

ملف | هل بدأ موسم سقوط "الشعبيين" في البرلمان المغربي؟

ديسمبر، 2014 في ملف الأسبوع اصف تعليق 14

الرباط - سعيد الريحاني

المكان: مراكش، المناسبة: "المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، الحدث: مجموعة من الاتحاديين الغاضبين "يحصرون" عبد العالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة والقيادي في حزب العدالة والتنمية؛ بعضهم كان يلومه على التدخل في شؤون حزب الاتحاد الاشتراكي، كيف يمكن لقيادي في حزب العدالة والتنمية أن يتدخل في شؤون حزب آخر؟ الجواب على ذلك يوجد مقال "رأي" كتبه عبد العالي حامي الدين أكد من خلاله على ضرورة انحراط الحزب في "خطوة شجاعة" للخروج من درجة التصنع التي لم تعد خافية على أحد، الخطوة الشجاعة للحفاظ على وحدة الحزب هي قيام الكاتب الأول بتقديم استقالته والدعوة إلى مؤتمر استثنائي يختار فيه الاتحاديون قيادة جديدة حرصا على المصلحة العامة للبلاد..، يقول صاحب المقال،

لم يقف حامي الدين عند حدود الدعوة لمؤتمر استثنائي، بل إنه قال أيضا: "إن بعض الشخصيات الاتحادية كانت تحذر قيادات العدالة والتنمية من المبالغة في الوثوق بهذا الشخص (يقصد لشكر)، وكانت تعتبر بأن تقاربه مع العدالة والتنمية هو بهدف تعزيز موقعه التفاوضي والابتزازي وبحته المستمر عن لقب وزير بأي ثمن، حتى ولو كان بوساطة من رموز الوفاق الجديد في زمن التحكم..

http://alousboue.com/%D9%85%D9%84%D9%81-%D9%87%D9%84-%D8%A8%D8%AF%D8%A3-%D9%85%D9%88%D8%B3%D9%85-%D8%B3%D9%82%D9%88%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%B9%D8%A8%D9%88%D9%8A%D9%8A%D9%86-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%A8%D8%B1/12351?utm_source=dlvr.it&utm_medium=facebook

حامى الدين إذن واحد من الغاضبين من إدريس لشكر، غير أن دائرة الساخطين من الكاتب الأول للاتحاد الاشتراكي لا تقف عند حدود حزب العدالة والتنمية، بل تشمل أيضا عددا لا يستهان به من أعضاء حزب الاتحاد الاشتراكي الذين لم يتقبلوا نتائج المؤتمر التاسع، بدعوى أن هناك "توجيها" للأصوات لصالح شخص معين، لذلك التحق جلهم بتيار الراحل "أحمد الزايدى".

الزايدى لم يكن وحده هو من يحرك دفة "تيار الانفتاح والديمقراطية" بل إنه كان حريصا على عقد لقاءات مع رموز الحزب، أمثال عبد الرحمن اليوسفى، الذي أوصاه قبل موته بالعمل من أجل "حماية الفكرة الاتحادية"، (جريدة أخبار اليوم، عدد: 12 نونبر 2014).

وقد كان أغلب المتتبعين يعتقدون أن الوفاة "المفاجئة" لأحمد الزايدى، تعنى أيضا "وفاة تيار الانفتاح والديمقراطية"، لذلك كتبت بعض وسائل الإعلام أن تيار الانفتاح والديمقراطية يستعد لحل نفسه(..) قبل أن يخرج عبد الرحمن اليوسفى من جديد ليبارك الاستمرار في "معارضة إدريس لشكر"، فقد قال اليوسفى لأحد المقربين جدا من الزايدى، على هامش عشاء التأبين: "لقد ترك الرفيق الزايدى رأسملا كبيرا، ظهرت معالمه خلال الجنائز الشعبية والرسمية التي حظى بها"، وطالب رموز التيار المعارض للشكر باستثمار هذا الرأس مال في المستقبل، وهو ما اعتبره رفاق الزايدى دعما نفسيا وسياسيا لهم، (أخبار اليوم، عدد: 14 نونبر 2014).

يقول إدريس لشكر: "إن الزايدى عاش اتحاديا ومات اتحاديا"، لكن المؤكد أن الرئيس السابق لفريق الاتحاد الاشتراكي لم يكن ليقبل البقاء في حزب الاتحاد، فقد كان يفكر في خلق تحالف يجمع الفيدرالية الديمقراطية للشغل، جناح عبد الرحمن العزوزي، ومجموعة تيار "بلا هوادة" في حزب الاستقلال، من أجل تشكيل جبهة سياسية.. لكن الصفحة طويت بموته(..).

الزايدى إذن كان قاب قوسين أو أدنى من سحب البساط من تحت أقدام إدريس لشكر، لا سيما وأنه كان يحظى بتقدير عدد كبير من قادة الأحزاب السياسية ورجال الدولة بخلاف ما أشيع عنه(..) للتأكد من ذلك يكفي العودة إلى مراسم جنازته التي اجتمع فيها ثلاثة مستشارين ملكيين هم: فؤاد عالي الهمة، وعمر عزيمان، وعبد اللطيف المتونى، بالإضافة إلى مدير المخابرات ياسين المنصوري.. وحشد كبير من السياسيين.

وكان موت الزايدى قد ساهم بشكل كبير في عودة عبد الرحمن اليوسفى إلى الأضواء، هذا الأخير كان حريصا، رغم أنه تقاعد سياسيا منذ مدة طويلة، على إبداء عدم رضاه عن الأوضاع الصعبة التي يعيشها الاتحاد الاشتراكي، معلنا أنه نصح القيادة الاتحادية الحالية.. مؤكدا في لقاء احتضنه منزل رئيس الحكومة، أن "جنازة أحمد الزايدى لا تقل قوة عن جنازة مؤسس الاتحاد، عبد الرحيم بوعبيد، في زخمها الجماهيري ورسائلها السياسية، داعيا قادة التيار إلى تحمل مسؤوليتهم، واستثمار الرصيد الشعبي الذي عبرت عنه آمال وانتظارات المواطنين خلال الجنازة، مضيفا أن أهم شيء في هذه المرحلة العصية في تاريخ حزب بوعبيد أن تكون اتحاديا، وأن تناضل من أجل الحفاظ على الفكرة النبيلة والمشروع المجتمعي الاتحادي فقط"، تقول مصادر إعلامية.

اليوسفى عاد للتحرك من جديد، دون سابق إشعار، لكن ما الذي يجعل هذا المتقاعد السياسى يعود إلى الميدان بعد فترة غياب طويلة منذ "الرسالة" المحاضرة التي ألقاها في بروكسيل سنة 2003، عندما علق على فشل تجربة التناوب التوافقي قائلا: "لقد كان قبولنا بقيادة تجربة التناوب مخاطرة أخذنا فيها في الحسبان المصلحة الوطنية وليس المصلحة الحزبية؟ واليوم، وقد انتهت هذه التجربة بدون أن تفضى إلى ما كنا ننتظره منها، بمعنى التوجه نحو الديمقراطية عبر خطوات تاريخية إلى الأمام، التي ستشكل قطيعة مع ممارسات الماضى، فإننا نجد أنفسنا مرة أخرى أمام متطلب وطنى يلزمنا بالانتظار سنتين على أمل أن نرى إمكانية تحقق الحلم في انتقال هادئ وسلس نحو الديمقراطية، وتنمى أن لا نقفد في المستقبل القريب ملكة الحلم والقدرة عليه".

"موسم عودة الزعماء" لم يكن ليقصر على عبد الرحمن اليوسفى، بل إن الفترة الأخيرة تميزت بخروج مثير للقيادي الاستقلالي امحمد بوستة، هذا الأخير استغل فرصة تواجده بمركز طارق بن زياد ليلوم عبد الرحمن اليوسفى الوزير الأول السابق، لماذا: الجواب على لسان بوستة: ((كان على السى عبد الرحمن اليوسفى يدير "سكاندال" بعد إبعاده من الحكومة في 2002 ماشى يستقل من السياسة والحزب)).

بوستة الذي عاد إلى الظهور بشكل "مفاجئ" وهو واحد من مساندي تيار "لا هوادة" قال إنه كان قد اتفق مع عبد الرحيم بوعبيد على تفكيك بنية الاستبداد بتدرج، بناء على وصية من علاك الفاسي أوصى فيها، أولا، بمد الجسور مع المنسحبين من حزب الاستقلال.. و"عدم ترك الحسن الثاني محاطا بأولئك الذين كانوا يحيطون به" (..).

بوستة تحدثت بآثر رجعي ليلوم اليوسفي على قبوله سنة 1998 بما لم يقبل به هو سنة 1993، عندما قال له الحسن الثاني: لقد حان الوقت لتحملوا المسؤولية، فأجاب بوستة: "لقد اتفقنا على تحمل المسؤولية عندما تكون عندنا الأغلبية في البرلمان"، فأجابه الحسن الثاني: "لا يجب أن تكونوا"، حسب قوله.

بوستة قال عن اليوسفي في ذات اللقاء إنه: "رجل حسن النية، قام بأمر جيدة رغم الصعوبات التي واجهها داخل حزبه وخارجه، وكانت له القوة ليكمل الإصلاح.. لكن في الأخير ألبسوه الجلابة والسلهام".

يمكن القول إن بوستة يتحدث عن حزب غير الحزب الذي يقوده حميد شباط اليوم (..) ويكفي أن تعرف أن بوستة كان مهيدا بالطرد من حزب الاستقلال ومن مجلس الرئاسة، لأنه ساند تيار "لا هوادة في الدفاع عن الثوابت" (..).

لماذا يتقبل بعض الاستقاليين انتخاب حميد شباط أمينا عاما حتى الآن؟ ولماذا ضاق صدر الحزب على زعمائه التاريخيين؟ ربما يكمن الجواب على هذا السؤال في بيانات تيار لا هوادة، أحدها يقول إن سبب تراجع حزب الاستقلال هو "فتح أبواب الحزب على مصراعها لأصحاب "الشكارة"، في تعيب تام للمؤسسات الحزبية والإقليمية والمحلية، وضوابط الترشيح باسم الحزب المنصوص عليها في قوانينه".

يمكن القول أيضا إن ما ينتقص من مكانة شباط، هو خرجاته "الشعبوية" التي صنع بها نجومته غير أنها لم تكن لتكسيه "ثقة العقلاء"، حيث يقول إن هناك حديثا شريفا خاصا عن مدينة فاس (..) ويعتبر نفسه شبيها بالنبى، "أنا يقال عنى أمى وحتى النبى كان أميا"، كما يقول ساخرا: "لدي شهادة ابتدائية وأحكم مدينة علمية"، وبخلاف دروس التاريخ والجغرافيا يقول شباط إن أصل فاس هو قبيلة "البرانس" الموجودة قرب تازة..

شباط إذن واحد من رموز الشعبوية لذلك ذهبت جل الكتابات الصحفية إلى التنبيه لخطورة تنامي تيار الشعبوية، وما حدث في المغرب تلخص الفقرة التالية: "طرح انتخاب عبد الحميد شباط في نهاية شتير أمينا عاما لحزب الاستقلال، أعرق الأحزاب المغربية، التفكير مجددا في النزعة الشعبوية المتصاعدة، التي أصبحت أسلوبا مميذا للخطاب السياسى المغربى، وقد استحوذ هذا الأسلوب على الخطاب السياسى مع صعود العديد من الشعبويين مثل عبد الإله بن كيران رئيس الحكومة وأمين عام حزب العدالة والتنمية، الذي يعود نجاحه إلى مقارنته الشعبوية. كذلك، يأتي عدد من الشعبويين للسيطرة على الساحة السياسية بمن في ذلك شخصيات مثل: محمد الوفا من حزب الاستقلال، وإلياس العماري من حزب الأصالة والمعاصرة، وإدريس لشكر وعبد الهادي خيرات من الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية. ويبدو أن الشعبوية بدأت بتغيير وجه الأحزاب السياسية في المغرب، حيث إن الجميع يعتمد هذا النهج للاستمرار.. ولم يكن هذا الأسلوب ليفرض نفسه بقوة لولا أفول نجم التكنوقراطيين، الذين اندحروا أمام مطالب "20 فبراير" الملحة من أجل إدخال تغييرات جذرية على الممارسة السياسية المغربية عموما. هذا التغيير أدى بدوره إلى التعديل الدستوري، الذي عرض على الاستفتاء في يوليو 2011، فوضع الدستور الجديد حدا لهيمنة التكنوقراطيين على المشهد السياسى، وأعاد إلى الأحزاب دورها الرئيسى فى العمل الحكومى، ومع تراجع دور السياسيين العقلانيين، المناقسين التقليديين للشعبويين، تقدم الشعبويون بشكل ملحوظ فى الساحة السياسية، وبدأوا باقتراح خطاب بديل عن خطاب التكنوقراطيين والسياسيين التقليديين"، (الكاتب: محمد جليد).

ما حصل إذن هو "سقوط" التكنوقراطيين، نتيجة ما سمي بالربيع العربى، لكن صعود شريحة من الشعبويين له مخاطرة أيضا، "ف عندما تعجز العملية السياسية عن تحقيق عالم أفضل وأكثر عدالة للشعوب، أو عندما ترفض النخبة الحاكمة تحقيق الإرادة الشعبوية (..)، تظهر الحركات الشعبوية التي تسعى لأن تستبدل بالنخب السياسية أخرى أكثر تحيقا لإرادتها، وفي هذا الإطار، فإن ظهور هذه الحركات مؤشرا على وجود خلل فى العملية الديمقراطية، يجب على النخب أن تتنبه إليه وتعامل معه (الباحثة كريستا ديوكس فى دراسة بعنوان "الشعبوية")."

صعود الشعبويين هو عنوان بارز للخلل في الديمقراطية، ما معنى أن يقول حميد شباط عن رئيس الحكومة عبد الإله بن كيران إنه: "مجرد أحق ومعتوه"، أليس القاموس الذي ينهل منه شباط هو نفسه الذي نهل منه مستشار من اليوم عندما قال عن بن كيران: "تفو على وزير شحال مريض" داخل قبة البرلمان، (موقع كيفاش: 7 دجنبر 2012).

طبعاً شعبية شباط وإدريس لشكر لا تقل شعبية عن بن كيران صاحب أسطوانة التماسيح والعفاريت.. لذلك يمكن القول إن أقرب الأبواب لإصلاح هذا العطب هو الانتخابات التشريعية، واستمرار النهضة الداخلية داخل الأحزاب سواء بعقد مؤتمرات استثنائية أو تصحيح المسار، فما معنى أن يقول عضو في حزب الأصالة والمعاصرة، مثلاً، "تريد مغرباً للشواذ..؟" وما معنى أن يتحدثوا عن ولادة ثانية لحزب "الهام"؟ ألا يعرفون أن تغيير أهداف الحزب يتطلب عقد مؤتمر جديد، وإلا فإن ذلك يعرض الحزب للحل.. وما معنى أن يكتفى رئيس الحكومة بالمطالبة بحل حزب الأصالة والمعاصرة بدعوى أن خلطته فسدت دون أن يلجأ إلى تطبيق فصول الدستور التي تعتبر تحركات الأحزاب القائمة على المس بالدين الإسلامي أو النظام الملكي أو الوحدة الترابية (المادة 4 من قانون الأحزاب وما بعدها).

وانظروا لهذا الخروج الأخير المثير للقيادي في حزب الأصالة والمعاصرة الذي قال في برنامج عرض قبل أيام 90 دقيقة للإقناع "إن بعض الملتحقين بحزب الأصالة والمعاصرة كانوا "انتهازيين" ف"بمجرد علمهم بأن وراء الحزب شخصيات إدارية مهمة(..) بدأوا بالالتحاق فقط لقضاء مآربهم". وتعد هذه هي المرة الأولى التي تهاجم فيها قناة "ميدي 1"، المستشار الهمة على لسان بنشماش، هذا الأخير ربما اختار اللقاء ليرد على الرسالة القديمة للهمة عندما قال: "إن المشروع السياسي الذي تأسس عليه حزب الأصالة والمعاصرة تعرض لانحرافات كثيرة.. مما يشكل انهياراً للأمال المعلقة عليه في لحظة سياسية دقيقة تمر منها بلادنا"، (مقتطف من استقالة المؤسس فؤاد عالي الهمة بتاريخ: 14 ماي 2011).

خلاصة القول: "الحزب المنحرف في نظر الهمة، يرد عن طريق حكيم بنشماش ليقول للمغاربة إن الانتهازيين دخلوا إلى الأصالة والمعاصرة في زمن الهمة، السؤال المطروح هو: لماذا تأخر بنشماش كل هذا الوقت ليرد على "فؤاد" كما يناديه رفقاؤه الحزبيون سابقاً؟(..).

جزء من الخرجات الإعلامية الأخيرة لزعماء الأحزاب السياسية الشعبية مرتبط باقترب الأجنحة الانتخابية، لذلك لا غرابة أن نسمع أن اليوم يفكر في التحالف مع العدالة والتنمية علماً أن بنشماش كان أول من أكد أن التحالف مع هذا الحزب "غير ممكن"، لذلك يمكن القول إن الكلمة الفصل في الموضوع ستكون لنتائج الانتخابات، غير أن المغرب: "مطالب بتنظيم انتخابات حقيقية، من خلال العودة إلى نمط الاقتراع الفردي على دورتين، عوض نمط الاقتراع الحالي الذي لا ينتج فيه إلا أصحاب الأموال والقوى النافذة، وهذا يتعارض مع خطاب الجوهية ومع الدستور"، حسب اعتقاد الاستقلالي امحمد الخليفة، الذي يعتقد الديمقراطية المغربية يجب أن تتقح(..).

الصبار يتحدى حقوقي المغرب لكشف عدم استقلالية الـ CNDH

بلهجةٍ طغى عليها طابعُ التحدي، خاطب الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، ثلّة من الحقوقيين في ندوة نظمها منتدى الكرامة لحقوق الإنسان حول موضوع "حصيلة حقوق الإنسان في المغرب أية حصيلة؟ قراءات متفرقة"، (خاطبهم) قائلا "أتحدى أيّا كان أن يُبرَز أوجه عدم استقلال المؤسسة".

واسترسل الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان قائلا "قد يُقال إنّ المجلس أحدث من طرف جلالة الملك، والتجارب العالمية تُبيّن أنّ المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان تُحدّث إما من طرف رئيس الدولة، أو رئيس الحكومة، أو رئيس البرلمان، والمغرب اعتمد الخيار الأول"، مُبديا إصراره على أنّ المجلس مؤسسة مستقلة.

وعارض رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان أحمد الهايج ما ذهب إليه الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، وقال في تعقيبه على كلامه "المجلس هو مؤسسة وسيطة وليس جزء من الدولة، ومهمته تقييم وضع حقوق الإنسان في المغرب، والحديث بلغة تماهي مع خطاب الدولة يعتبر جزء من الانتقادات الموجهة للمجلس.

وفيما استند الصبار على حصول المجلس على اعتماد من طرف لجنة تنسيق المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، والذي صنّفه في الدرجة (أ)، للبرهنة على أنّ المجلس مستقل، ردّ الهايج قائلا "تصنيف المجلس ليس دليلا كافيا لنقول إنّه مستقل، وهناك مؤسسات حقوق الإنسان في دول غير ديمقراطية حصلت بدورها على اعتماد لجنة تنسيق المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان".

وعلى المنوال نفسه سار عبد العالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان الذي ردّ على الصبار بالقول إنّ موضوع استقلالية المجلس الوطني لحقوق الإنسان يجب التعامل معه بنوع من النسبية، موضحا أنّ تركيبة المجلس لا تستجيب لمعايير مبادئ باريس كُلّها، ولا تتوفّر فيه كل شروط الاستقلالية، "غير أنّ هذا لا ينقص من دوره، لكن يمكن بلوغ الأفضل في المستقبل".

وأبدى الحبيب بلكوش رئيس مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية اختلافه مع رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حينما قال إنّ المجلس لديه طموح لاحتضان الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب، وأنّ كل الشروط التي تُؤهلّه لذلك متوفرة فيه، وقال بلكوش مخاطبا الصبار، "من السابق لأوانه أن يقول أحد إنّه صاحب الحق لاحتضان الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب".

وأضاف بلكوش أنّ موضوع احتضان الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بعد تقديم المغرب أوراق مصادقته على البروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية مناهضة التعذيب أواخر شهر نونبر الماضي، يجب أن يكون محلّ نقاش عمومي، قبل إقرار الجهة التي ستحتضن الآلية، وردّ الصبار على بلكوش بالقول "نحن لم نقل إنّنا الأحقّ باحتضان الآلية، ولكننا أبدينا استعدادنا لذلك".

ودافع الصبار عن حصيلة المغرب في مجال الحقوق والحريات، وقال إنّ تقييم الواقع المغربي يجب أن يكون تقييما موضوعيا، داعيا إلى التعامل مع مؤشرات التقييم الدولية بنوع من الحذر، مُعتبراً إيّاها "لعبة تُستعمل للوصول إلى نتائج مُتحكّم فيها مُسبقا"، وزاد "في مجال الصحافة يحتلّ المغرب رتبة أدنى من تونس، رغم أنّ التضييق على حرية الصحافة في تونس أكثر من المغرب".

وفي مجال مشاريع القوانين الجديدة، التي أعدتها الحكومة، تحدّث الصبار عن قانون مُدونة الصحافة وقال إنّ غالبية توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان وُجدت في نصّ المشروع الجديد، فيما اعتبر مشروع قانون المسطرة الجنائية الذي أحالته وزارة العدل والحريات على الأمانة العامة للحكومة "تطوّرا في الطريق نحو التصديق على اتفاقية روما"، والتي لم يُصدّق عليها المغرب بعد.



غير أنّ الصبار وإن اعتبر أنّ هناك "نفحة حقوقية في السياسات العمومية للمغرب"، استدرك أنّه ما زالت هناك تجاوزات وانتهاكات، كما هو الحال في بلدان أخرى، مُعتبراً أنّ ذلك "شيء طبيعي، والذي ليس طبيعياً هو عدم التصدي لهذه الانتهاكات، ولهذا يتم سنّ القوانين"، وأضاف أنّ هناك ضعفاً في الخضوع للقوانين، "أحيانا من طرف الدولة، التي تمتنع عن تنفيذ الأحكام القضائية".

وأشار الصبار إلى منع أنشطة عدد من الجمعيات والمنظمات الحقوقية، مُذكّراً بالحكم الصادر ضدّ وزارة الداخلية لصالح الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، بعد إقدام سلطات الرباط على منع ندوة كانت تعتزم تنظيمها شهر شتنبر الماضي، داعياً إلى أن يتحوّل المغرب إلى "بورصة محرّرة لتداول الأفكار والآراء"، وأضاف أنّ المغرب لم يصل بعد إلى مرحلة تمتع المواطنين بجميع حقوقهم السياسية والاقتصادية والاجتماعية.

ولم تُرقّ المقارنة التي عقدها الأمين العامّ للمجلس الوطني لحقوق الإنسان حينما قال إنّ انتهاكات حقوق الإنسان التي ما زالت تُمارس في المغرب تقع في دول أخرى رئيسّ الجمعية المغربية لحقوق الإنسان؛ أحمد الهايج اعتبر أنّ مقارنة المغرب مع دول أخرى غير ديمقراطية لا يجوز، "وإلا فهذا معناه أن نرضى بالواقع الحالي بداعي أنّ الانتهاكات تحصل في بلدان أخرى"، يقول الهايج، مُعتبراً أنّ هذه المقارنة تعتبر "قياساً فاسداً لوضع حقوق الإنسان".

ولم تخل ندوة "حصيلة حقوق الإنسان في المغرب أية حصيلة؟ قراءات متفرقة"، من "تشنج" بين الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ورئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، إذ قال الصبار موجّهاً كلامه للهايج "الفرق بيننا وبينكم هو أننا نعتزف بالأشياء الإيجابية، إذا حصلّت، وأنتم لا"، ورد الهايج بالقول "دوّنا هو أن ندافع عن حقوق الإنسان وليس أن نُسائر الخطاب الرسمي للدولة التي لها إمكانياتها ووسائل إعلامها للترويج لخطاباتها".



وفاة معتقل بـ"الزاكي" .. الأسرة تشكك ومركز حقوقي يتدخل

شككت أسرة "أيوب بولوالب"، الذي توفي قبل أيام قليلة في سجن سلا تحت رقم 93601، في أسباب وفاة ابنها، مبرزة أن "جثة الهالك كانت تحمل إصابات وآثار ضرب وتعذيب في مختلف أطراف جسده" وفق رسالة وجهها المعتقل إلى وزير العدل، والوكيل العام للملك باستئنافية الرباط.

وأفاد والد السجين أيوب، والذي كان يقطن قيد حياته بمدينة تيفلت، متزوج وأب لطفلة، بأن ابنه المعتقل توفي في ظروف غامضة، لأنه لم يكن يعاني من أية مضاعفات مرضية، وفق رواية السجين، محملا المسؤولية لحراس تلك المؤسسة السجنية في وفاة ابنه البالغ من العمر 21 سنة.

وحوكم أيوب بالسجن لمدة 3 سنوات، مضت منها سنة واحدة، بتهمة "الضرب والجرح في حق شاب، تسبب له في عاهة مستديمة"، مما ألزم ابتدائية الخميسات بالدفع بعدم الاختصاص، حيث تم نقله إلى السجن المحلي بسلا، لمتابعته من قبل غرفة الجنايات باستئنافية الرباط، بالحكم عليه بثلاث سنوات حبسا نافذا.

والد الضحية قدم طلبا للمؤازرة إلى المركز المغربي لحقوق الإنسان، والذي أحدث عقب ذلك "لجنة تقصي"، حسب مقتضيات الانتداب، حيث هم البحث الميداني اتخاذ التدابير والإجراءات اللازمة من أجل الوصول إلى المعلومة بالطرق المتاحة" يقول عبد الإله الحضري رئيس المركز.

وأكدت لجنة التقصي الحقوقية، المنبثقة عن (CMDH)، بأن مسؤولية وفاة السجين أيوب بولوالب تبقى على عاتق مسؤولي السجن، بسبب "الإهمال وعدم تمتيع السجين بالرعاية الطبية اللازمة"، مضيفة أنها لم تستطع التأكد من أن مسؤولي السجن قد أشعروا في اللحظة المناسبة ممثل النيابة العامة، بتعرض حياة أيوب للخطر.

وتبين للجنة التقصي، يقول بيان توصلت به هسبريس، بأن المسؤولين بالسجن لم يقوموا بإشعار الجهات المعنية بالمرض المصاب به السجين، طبقا للمادتين 127 و129 من القانون المنظم لتدبير المؤسسات السجنية، قبل أن يتفاهم وضعه الصحي ويصبح خطرا على حياته.

وحسب المعطيات المستقاة بخصوص الواقعة، يكمل المصدر، ونظرا إلى مرض رئوي أصاب السجين في وقت سابق، فقد تعرض للإهمال الطبي داخل السجن قبل حادثة وفاته، جعله يتعرض لنوبة اختناق حادة، فارق على إثرها الحياة، كما أن اللجنة سجلت تصريحات بحصول تأخر في نقل السجين المصاب إلى المستشفى.

وأورد المصدر الحقوقي بأنه بعد التحقيقات الأولية، لم يقر أحد من السجناء بأن الهالك تعرض لضرب مبرح قبل إصابته كما تم الترويج له، إلا أنه كان يواجه عدم امتثاله لأوامر موظفي السجن بالصراخ، في حالات متكررة، كما صرح بعض السجناء بأنه تم استعمال القوة معه في أكثر من مرة لثنيه عن الاعتداء على زملائه".

وخلصت لجنة التقصي الحقوقية إلى المطالبة بإجراء تشريح طبي نزيه، من أجل الوقوف على الأسباب الحقيقية لوفاة السجين، من أجل تحديد المسؤوليات، واتخاذ الإجراءات القانونية اللازمة في حالة ثبوت قصور، أو إهمال في قضية وفاة السجين أيوب بولوالب".



مسؤولون حكوميون وحقوقيون يقيمون الوضع الحقوقي في المغرب

وزير العدل يبدي استعداده لإلغاء بعض المقتضيات المتعلقة بقانون الإرهاب ■ الهاج اتهم السلطات بانتهاك سيادة القانون والتعسف على الحقوق

3-317
الرباط: خديجة الرحالي

حقوق الإنسان. وانتقد الهاج الحكومة على عدم سعيها إلى ملاءمة القوانين من روح دستور 2011 رغم نواقصه، واتهم الدولة بانتهاك سيادة القانون والتعسف على الحقوق دون أن تجد من يردعها وكأنها تقول إن كل الضمانات الموجودة لا يمكن أن تكون ضمانات لممارسة الحقوق والحريات.

وفي مداخلة محمد النشنان، رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، نوه بعمل وزارة العدل في المبادرات التي قامت بها لوقف التعذيب، كما ثمن عمل المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، وقال إن هناك بعض السلوكيات والأجهزة تعرق العمل الذي تقوم به المندوبية في العلاقات الدولية وهو ما يخلق نوعا من الارتباك.

ومن جانبه، تطرق المحجوب الهيبه المندوب الوزاري لحقوق الإنسان لمجموعة من الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان التي وقعها المغرب والمتعلقة في

تسع اتفاقيات، مؤكدا أن المغرب مطالب بتقريرين في السنة، وهو ما اعتبره المندوب أنه يربط علينا التزامات وتحديات كبيرة في ما يتعلق بالتنسيق والالتزام. ومن جانبه قال عبد العالي حامي الدين، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان، إن المحاور الثلاث التي ناقشتها الندوة والمتعلقة في ماذا تحقق من التشريعات منذ دستور 2011 ومدى جودتها، وتقييم ورصد دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان والإشكالات المتعلقة بدوره كمؤسسة وطنية بعد دستور 2011، والالتزامات المغرب في مجال حقوق الإنسان ومدى تنفيذها، أنه من الصعب أن نحيط في كل ما يتعلق بحقوق الإنسان في المغرب من كل الزوايا.

واعتبر حامي الدين أن هناك مسافة بين ما هو منسطر في القوانين وما هو موجود على أرض الواقع، مؤكدا أننا بحاجة إلى نظرة متوازنة تقدر ما تحقق وتشير إلى واقع الاختلالات.



جانب من ندوة منتدى الكرامة (خاص)

تصبح جهة واحدة وصبة على الآليات المعنية بحقوق الإنسان، حيث أن تعدد الآليات ضمان لاستقلاليتها. ومن جانبه، قال محمد الهاج، رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، إن المجلس الوطني لحقوق الإنسان هو مؤسسة وسيطة وليست من الدولة وليس مطلوباً منه الدفاع عنها في تقويم وضع حقوق الإنسان. وقال الهاج، إن المجلس قام بمجهود وتمنه واعتبرنا أنه في عمله تجاوز الحدود التي كانت في السابق، لكن علينا أن نؤكد أن تعدد الآليات ضمان لاستقلاليتها وأن تصبح جهة واحدة وصبة عليها لا تقبل بهذا الأمر.

واعتبر الهاج، أن المشكلة في المغرب ليست فقط خصوص وتشريعات، بل هناك انتهاكات تتم على مستوى الواقع.

معتبرا أنه لحد الساعة ما تم إنتاجه من قوانين أو مشاريع قوانين لا يستجيب للخصائص المهول في مجال

في الاحتجاج وتديبره، وأحيانا العنف المفرط وغير المتناسب إطلاقا داعيا إلى إعادة النظر في ثقافة الاحتجاج. وأعلن الصبار أن هناك جمعيات استوفت كل وثائقها القانونية، ومع الأسف هي جمعيات غير معترف بها والتي عددها خمسون جمعة.

كما تحدث الصبار عن المنع الذي يطال الأنشطة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان في أنشطتها، قائلا "حقوق الإنسان لا يمكن أن تطور بهندسة المستقيم وهناك شذوذ وجذب واخذ ورد". وفي سياق آخر، أبدى الصبار رغبة المجلس الوطني لحقوق الإنسان لاحتضان آلية جديدة للوقاية من التعذيب، معتبرا أن هاته الآلية الجديدة أتت بناءا على اشتغال المجلس على كل القضايا المرتبطة بآمان

الاحتجاج والحرمان، وهي الآلية التي عارضها، أبرز الحقوقيون في المغرب، حيث قال الهاج في ذا الندوة " بأن

حقوق الإنسان قد تكون بطيئة، لكنه دافع عن ما تحقق خلال الثلاث سنوات الأولى من ولاية الحكومة الحالية. ومن جانبه تحدث محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، عن اختلالات وتجاوزات تطال عدد من المؤسسات المهمة، متجنباً لا داعي ذكرها.

وقال الصبار "أن تكون هناك اختلالات وتجاوزات وهو أمر طبيعي، الغير الطبيعي هو عدم التصدي لهذه الاختلالات والتجاوزات. واعتبر الصبار، أن هناك ضعف في احترام القانون في بعض الأحيان، ومؤسسات الدولة تمتنع أحيانا عن تنفيذ مقتضيات أحكام قضائية نهائية، داعيا في هذا السياق إلى أن تكون هناك آليات للتصدي لهذه الجرائم في مقدمتها الجهاز القضائي.

وتطرق الصبار خلال مداخلة لمجموعة من المشاكل التي يشهدها المشهد الحقوقي، قائلا "لدينا مشكل

وتحدث الرميد، خلال الندوة عن مشروع قانون المسطرة الجنائية، الذي أثار جدلا واسعاً بين وزارة العدل والحريات من جهة، وهيئات المحامين ونادي قضاة المغرب من جهة أخرى، و قد أحيل على الأمانة العامة للحكومة، ومن المرتقب أن يحال على البرلمان لمناقشته خلال العام المقبل.

وتطرق الرميد إلى أهم مستجدات مشروع قانون المسطرة الجنائية، خصوصا في ما يتعلق بتعزيز ضمانات مكافحة التعذيب، إلى معتبرا أنها جاءت تتجاوبا مع مطالب منظمة العفو الدولية، معتبرا أن المشروع سيقى مفتوحا أمام النقاش في أفق الاستقرار على نص نهائي.

كما تحدث الوزير عن مستجد أنه لأول مرة يصير المحامون يجتمعون ويحضرن جلسات الاعتقال والتحقيق الذي سيطال المتهمين عند الاعتقال. واعترف الوزير أن وتيرة تراكم التجاوزات في مجال

ناقش مسؤولون حكوميون ومسؤولون عن مؤسسات حقوقية رسمية ورؤساء جمعيات ومنظمات حقوقية، حصيلة المغرب في مجال حقوق الإنسان.

وفي مداخلة، لمصطفى الرميد، وزير العدل والحريات أعطى فيها إشارات قوية على استعداده لإلغاء بعض المقتضيات المتعلقة بقانون الإرهاب، إذا كانت تستحق ذلك، مؤكدا على استعداده للجلوس مع جميع الفاعلين الحقوقيين وسماع مقترحاتهم في هذا الموضوع. وقال الرميد، خلال ندوة نظمتها "منتدى الكرامة لحقوق الإنسان" بالرباط أول أمس (السبت) حول موضوع "حقوق الإنسان بالمغرب أنة حصيلة؟ قراءات متفرقة" هذا الغول الرهيب المسمى بالإرهاب ينبغي أن تكون لدينا وسائل لمحاربته، ومستعد لإلغاء بعض مقتضيات قانون الإرهاب، وإذا كانت هناك مقتضيات تستحق أن تلغونها سنلغونها".

وأوضح الوزير، أن قضايا الإعدام الكثيرة والعقوبات القاسية لم يكن صدرها محكمة الإرهاب بل محكمة الجنائيات بالدار البيضاء، قائلا "لا يمكن أن يكون لديك نص جنائي عادي دون إرهاب، فالقاضي ابن مناخه وبيئته ويتأثر".

وذكر الرميد بدعوته أمام كان حزبه في المعارضة إلى ضرورة مراجعة قانون الإرهاب، مؤكدا أنهم وجدوا صعوبة في التعديل. وتطرق الوزير، إلى قانون تجريم الاتحاق أو محاولة الاتحاق بمسكرات التنظيمات الإرهابية، الذي صادقت عليه الحكومة مؤخرا، معتبرا في هذا السياق أن ما يعرفه العالم بفرص تجريم الاتحاق بآمان القوت.

واعتبر الرميد، أن المشروع سيكون "ثورة هائلة في مجال الحقوق والحريات" خاصة على مستوى الضوابط القانونية للوضع تحت الحراسة النظرية.

الرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان تهدد بنقل مقرها إلى جنيف لهذا السبب

أصدرت الرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان بيانا تنديديا بالمنع الذي تتعرض له من طرف وزارة الداخلية لأنشطتها، حيث هددت بنقل مقرها من المغرب بسبب التعسف إلى جنيف، حيث توجد مؤسسات الأمم المتحدة. وفي حالة اتخاذ هذه الخطوة الرمزية، فستضع الدولة المغربية في موقف حرج.

وهذا نص البيان:

“توصل رئيس الرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان برسالة منع المسيرة التي تم الإعلان عنها بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان يوم الأحد 14 دجنبر 2014 تحت شعار: كل التضامن مع ضحايا الفيضانات، على الساعة العاشرة صباحا انطلاقا من باب الإحد في اتجاه البرلمان، والمكتب التنفيذي للرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان وإذ يؤكد أن سلطات الرباط أصبحت بمثابة دولة داخل الدولة، عبر قمعها وتعسفها على أنشطة الجمعيات الحقوقية وممارستها الاستبداد والقراءة المتخلفة لنصوص قوانين الحريات العامة، فإنه يؤكد:

إدانته لهذا العمل التعسفي الذي يكرس الاستبداد والقمع الذي أصبح السمة الغالبة على تصرفات السلطات المحلية في سلوك واضح للتنزيم السليم والقمعي لتصرجات وزير الداخلية المغربية ضد الجمعيات الحقوقية.

تحميل الحكومة المغربية المسؤولية الحقوقية في التراجعات المستمرة في الحق في التظاهر السلمي والتنظيم، عبر ولاية جهة الرباط-سلا زمر زعير، كجيب من جيوب مقاومة التغيير، ومطرقة ضد الجمعيات الحقوقية.

استمرار عملنا كمدافعين عن حقوق الإنسان لرصد وتتبع وفضح انتهاكات حقو الإنسان في شتى الميادين السياسية والمدنية وكذا الاجتماعية والاقتصادية.

إصراره على تنظيم وقفة احتجاجية ضد منع مسيرة اليوم العالمي لحقوق الإنسان وذلك يوم الأحد 14 دجنبر 2014 على الساعة العاشرة والنصف أمام البرلمان المغربي.

مراسلته للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، والمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، و وزارة العدل والحريات للتعبير عن رفضنا استمرار قمع التظاهر السلمي، والتضييق على المدافعين عن حقوق الإنسان.

كما ان المكتب التنفيذي للرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان وفي إطار إعداده للمؤتمر الأول الذي سينعقد أيام 17/18/19 يناير 2014 سيدرج نقطة حول تحويل مقر الرابطة المغربية للمواطنة وحقوق الإنسان من المغرب والتصريح بما كمنظمة عالمية و وضع الملف القانوني لدى إحدى الدول الأجنبية، كإجراء ضد التعسف والبيروقراطية الممارسين من طرف ولاية جهة الرباط-سلا زمر زعير، والمسؤولين عن مكتب الجمعيات.

في الختام وأمام إصرار ولاية الرباط في تسطير ملف قمعي ضد الجمعيات الحقوقية فإننا نؤكد على مواقفنا الثابتة في الدفاع عن حقوق الإنسان وعن تبنينا للدفاع عن مغرب قوي باحترامه لحقوق الإنسان ممارسة وشعارا، وعن الإيمان بمغرب موحد بكافة ربوعه وباسترجاع كافة المدن والمناطق المحتلة.



فوز السمارة بجائزة ناشئة الفكر الحقوقي

فازت التلميذة “هند أمال” عن الثانوية التأهيلية الأمير مولاي رشيد بالسمارة (18 ن)، بجائزة ناشئة الفكر الحقوقي 2014، التي نظمت بمدينة العيون في نسختها الثانية.

وأشرف على هذه الجائزة **لجان المجلس الوطني لحقوق الإنسان** بالعيون-السمارة والداخلة أوسرد والطنطان كليميم، صباح يوم الأحد 14 دجنبر 2014.

وشارك في المسابقة 36 تلميذة وتلميذا بعد مسار تضمن ثلاث مراحل إقصائية على مستوى أكاديميات التعليم والتكوين المعنية بمجتمعات الصحراء الثلاث.

الجامعي: في صالح الملكية أن يكون القضاء نزيها في وفاة باها (فيديو)

قال الإعلامي الشهير خالد الجامعي، عن قضية وفاة وزير الدولة عبد الله باها: "أظن أنه في هذه القضية، في صالح الحكم، المخزن، أو الملكية أن يكون القضاء نزيها" وحين سأله الموقع عن السبب رد الجامعي: "لأنها سئتهم هي".

واستبعد الجامعي أن لا يكون القضاء عادلا ونزيها في هذه القضية، داعيا إياه إلى الكشف عن نتائج التحقيق في أسرع وقت ممكن، درءاً للإشاعات، التي قد تجر ويلات كبيرة على المغرب.

الجامعي استبعد أيضا وبشكل قاطع أن يكون باها "قُتِل" كما تروج لذلك بعض المصادر، مؤكدا على أنه لا أحد يمكن أن يستفيد من وفاة باها، لكونه كان ملكيا أكثر من الملكية.

وعن جلوس وزير الخارجية صلاح الدين مزور مكان باها في المجلس الحكومي، رجح الجامعي أن يكون الملك هو من أصر على جلوسه مكانه، موضحا أن البروتوكول له مغزى سياسي، وحين يجلس مزور مكان باها، فمعناه تقويته داخل الحكومة.

وبخصوص العناية الكبيرة التي أولتها المؤسسة الملكية، لوفاة باها، من خلال رسالة للحزب ورسالة للأسرة والاتصالات الهاتفية التي أجراها الملك مع بنكيران وحضور أخ الملك في جنازة، بخلاف وفاة الزايدي، الذي اكتفت الملكية برسالة إلى الأسرة دون رسالة للحزب، اعتبر الجامعي كل ذلك رسالة واضحة من الملكية لشباط ولشكر وكل الفاعلين السياسيين بأن الملك يدعم هذه الحكومة، ويجب الكف عن القذف فيها وفي أعضائها.

ونفى الجامعي أن يكون باها حكيما كما تروج لذلك بعض الجهات، متسائلا عن وجود تصريح واحد لبها يؤكد أنه حكيم، نافيا أيضا أن يكون المعني "علبة سوداء" مادام بنكيران لم يصل إلى الحكم، ولا يشرف على "الديستي" و"لادجيد" و"ليارجي" والجيش ووزارة الخارجية، مشيرا إلى أن "العلبة السوداء" هو القصر الملكي والجنرال حسني بنسليمان والجنرال عروب..

ورجح الجامعي، "إصابة" رئيس "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" محمد الصبار، بـ"الحمق" مؤكدا تحوله إلى "أضحوكة العالم اليوم"، على خلفية تصريحات أدلى بها الصبار، في برنامج تلفزيوني على القناة الأولى، مؤجرا، هاجم فيها بشدة الحقوقية خديجة الرياضي، حين حاول تبخيس جائزتها الأهمية، من خلال الإدعاء بأنها تقدمت بطلب للأمم المتحدة للحصول عليها.

وحول ما يروج في بعض الأوساط من امكانية نشوب حرب بين الجزائر والمغرب، اعتبر الجامعي كل ذلك مجرد فقاعات إعلامية، غايتها تصريف جنرالات الجزائر لأزمة الحكم بعد وفاة بوتفليقة، مؤكدا أنه لا المغرب ولا الجزائر يستطيع أن يطلق رصاصة واحدة، دون العودة للدول العظمى.

<http://badil.info/interview/8760-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%A7%D9%85%D8%B9%D9%8A-%D9%81%D9%8A-%D8%B5%D8%A7%D9%84%D8%AD-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AE%D8%B2%D9%86-%D8%A3%D9%88-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%84%D9%83%D9%8A%D8%A9-%D8%A3%D9%86-%D9%8A%D9%83%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%B6%D8%A7%D8%A1-%D9%86%D8%B2%D9%8A%D9%87%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D9%88%D9%81%D8%A7%D8%A9-%D8%A8%D8%A7%D9%87%D8%A7-%D8%AD%D9%88%D8%A7%D8%B1-%D9%81%D9%8A%D9%88%D8%AF%D9%8A%D9%88>

Visite officielle de la vice présidente de Bulgarie au Maroc, du 17 au 19 décembre

La vice-présidente de la République de Bulgarie, Margarita Popova, effectuera une visite officielle au Maroc, du 17 au 19 décembre, à la tête d'une importante délégation, indique-t-on de sources diplomatiques à Sofia. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de l'approfondissement du dialogue politique entre les deux pays. Lors des différents entretiens de haut niveau qui auront lieu à la faveur de cette visite, une attention particulière sera accordée aux questions de la migration et du droit d'asile qui sont désormais au centre des préoccupations non seulement des deux pays mais de l'ensemble de la communauté internationale.

Soumis à une forte pression migratoire, le Maroc et la Bulgarie partagent la conviction que les échanges d'analyses et d'expertises au niveau institutionnel mais aussi au niveau de la société civile, constituent une valeur ajoutée à l'action sur le terrain et à la formulation de réponses concrètes aux multiples défis de la gestion de la migration et du Droit d'asile dans le respect des droits humains.

Lors de sa visite, Margarita Popova aura des entretiens avec des membres du gouvernement ainsi qu'avec les présidents des Chambres des représentants et des conseillers.

La responsable bulgare s'entretiendra également avec le président du **Conseil national des droits de l'homme, Driss ElYazami** et le président de l'Instance centrale de prévention de la corruption, Abdeslam Abouddrar.

<http://www.le360.ma/fr/politique/la-vice-presidente-bulgare-au-maroc-cette-semaine-27307>

<http://www.maghrebemergent.com/actualite/breves/fil-maghreb/visite-officielle-de-la-vice-presidente-de-bulgarie-au-maroc-du-17-au-19-decembre.html>

Non à la violation des libertés fondamentales

Abdelaziz Bennani
Déclarationdh

A la faveur de la lutte menée durant les trois dernières décennies par le Mouvement marocain des droits de l'homme, des manifestations du Mouvement du 20 février et de la pression internationale, notre pays a engrangé dans ce domaine des acquis importants.

Or et à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme force est de constater que, depuis sept mois des pratiques plus graves que celles qui étaient courantes dans le passé, ont foulé aux pieds et sans vergogne le droit régissant deux libertés publiques fondamentales.

C'est ainsi que, fait sans précédent, la Wilaya de Rabat-Salé a refusé de réceptionner le dossier de la fondation de l'association « Al-houria l'ane » (La Liberté maintenant, comité pour la protection de la liberté de la presse et la liberté d'expression). Cela équivaut, le comble de l'arbitraire, à l'interdiction de fait de la fondation de l'association!

Pendant le mois de septembre dernier, l'Association Marocaine des Droits de l'Homme a projeté d'organiser dans une salle de la Bibliothèque nationale, un séminaire sur l'Information et la Démocratie. Cependant, les services de la Wilaya lui ont notifié l'interdiction de la dite activité.

On est loin de la mise en œuvre du « nouveau concept de l'autorité ».

Même, l'ancien ministre de l'intérieur, Driss Basri, n'est jamais allé aussi loin ! **Ironie du sort, le Conseil national des droits de l'homme n'a pas réagi**, là même où l'ancien conseil consultatif aurait été peut-être plus efficient ! Ces pratiques interpellent l'ensemble du gouvernement, dès lors que le ministre des libertés a adopté, à juste titre, une position opposée à celle du ministre de l'intérieur. Elles interpellent également le parlement.

Les recours judiciaires exercés dans les deux affaires n'ont pas encore été jugés définitivement au fond. Néanmoins, une note d'espoir réside dans le jugement rendu par le tribunal administratif de Rabat le 21 novembre. Se fondant formellement sur la constitution, le pacte international relatif aux droits civils et politiques et, naturellement, sur la législation en vigueur, ce jugement a annulé l'interdiction de l'activité organisé par l'AMDH. Ce jugement, sans précédent, honore la justice marocaine. Qu'en sera-t-il alors au niveau de l'appel ?

En tout cas, toute violation des libertés fondamentales doit cesser. Il y va du respect des obligations contractées par le Royaume sur le plan international et de l'impératif de la consolidation de l'Etat de droit.

<http://www.quid.ma/politique/violation-libertes-fondamentales/>

Bientôt un mécanisme de prévention contre la torture

Fin novembre dernier, le Maroc a déposé auprès de l'ONU les instruments de ratification du protocole facultatif se rapportant à la convention internationale contre la torture. Il devra dans un délai ne dépassant pas une année créer un mécanisme de prévention.

C'est l'article 17 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention internationale contre la torture qui oblige tout Etat l'ayant ratifié de créer un mécanisme national de prévention indépendant. Ayant déposé les instruments de ratification de ce Protocole fin novembre dernier, le Maroc devra aussi le faire, et ça sera au cours de l'année 2015. Ce Mécanisme National de Prévention (MNP) aura trois missions : examiner régulièrement la situation des personnes privées de liberté se trouvant dans les lieux de détention, afin de renforcer leur protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La deuxième mission : formuler des recommandations sur ces lieux à l'intention des autorités compétentes. La troisième mission de cet organisme consiste à présenter des propositions et des observations au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi en la matière. La question qui se pose maintenant est qui va créer et chapeauter ce mécanisme.

Les ONH souhaitent que ce mécanisme soit indépendant de l'Etat

Au Maroc deux parties se disputent ce droit : la société civile et le **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)**. La première, organisée dans un collectif de douze ONG, se réunira demain 12 décembre pour donner sa touche finale à son approche de ce Mécanisme, et l'envoyer aux autorités compétentes. Elle souhaitera que ce MNP soit indépendant de toute autorité étatique, même de celle du CNDH. Qu'il soit doté d'une autonomie financière et de gestion. Qu'il soit enfin composé de personnalités indépendantes, crédibles et honnêtes. Le CNDH, lui, a une autre approche. Il se considère, de par même ses statuts-mêmes comme le candidat potentiel pour créer ce MNP, il serait donc le seul à s'acquitter de la tâche de sa création et de sa gestion. L'expérience qu'il a acquise depuis des années en tant qu'institution nationale des droits de l'homme le désigne en tout cas comme le candidat le mieux apte à jouer ce rôle. C'est ce raisonnement que le CNDH a développé d'ailleurs dans une étude comparative sur ce MNP. Il préconise que cet organisme soit établi en vertu d'un texte constitutionnel ou législatif.

Les centres psychiatriques et de sauvegarde de l'enfance seront aussi contrôlés.

C'est ce texte qui devra fixer le processus de nomination des membres, la fonction, le mandat, les pouvoirs et les responsabilités du MNP, le mode de financement, les immunités et privilèges. Il souhaite aussi que ce MNP soit constitutionnalisé. Comme le dit cette étude, c'est cette base constitutionnelle qui "devrait être privilégiée à un seul ancrage législatif pour accroître la pérennité du mécanisme". La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, c'est lui devra trancher entre les deux approches. Une chose est sûre : qu'il soit sous l'autorité du CNDH ou qu'il soit indépendant de toute autorité, le MNP n'aura pas pour seule mission de visiter les centres de détention pour contrôler la mise en application de la convention internationale contre la torture et de son Protocole facultatif, mais ce contrôle s'étendra aussi aux hôpitaux psychiatriques et aux Centres de sauvegarde de l'enfance

http://www.dimabladna.ma/index.php?option=com_flexicontent&view=items&id=11286

L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DES DROITS DE L'HOMME, UN CRÉNEAU EXPLOITÉ PAR LE POLISARIO POUR SORTIR DE SON IMPASSE (M. SEBBAR)

L'instrumentalisation politique des droits de l'Homme, un créneau exploité par le polsario pour sortir de son impasse (M. Sebbar)

"L'instrumentalisation politique des dossiers des droits de l'Homme par le polsario et certaines ONG est un nouveau créneau exploité par les ennemis de l'intégrité territoriale du Maroc pour sortir de leur impasse", a affirmé le secrétaire général du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**, Mohamed Sebbar.

Intervenant lors d'une rencontre de communication tenue mardi soir à l'initiative de la Fondation Fkih Tétouani pour la science, la littérature et les oeuvres sociales, M. Sebbar a fait remarquer que "certaines affaires ordinaires qui se déroulent dans diverses villes du Royaume sont systématiquement transformées par ces manipulateurs en affaires politiques et de droits de l'Homme, de même que plusieurs détenus de droit commun à Laâyoune, Dakhla ou même hors des provinces du Sud se retrouvent présentés comme détenus d'opinion et prisonniers politiques".

En réponse à une question sur la possibilité de la mise en place par le CNDH d'une charte déterminant les critères qui doivent être respectés par les ONG lors de l'élaboration de rapports sur la situation des droits de l'Homme au Maroc, M. Sebbar a relevé que le Maroc est un pays ouvert à toutes les ONG internationales et à l'ensemble des mécanismes de coopération dans le domaine des droits de l'Homme, affirmant qu'il n'est pas question de restreindre l'action de ces organisations qui visitent le Maroc fréquemment et organisent des rencontres et conférences de presse.

D'autre part, le secrétaire général du CNDH a mis en exergue le choix porté sur le Maroc pour accueillir le Forum mondial des droits de l'Homme, qui s'est tenu dernièrement à Marrakech, notant que cet événement reflète une reconnaissance internationale des acquis du Maroc dans ce domaine, grâce à la volonté politique et au dynamisme de la société civile et de ses forces vives.

Le forum a, en outre, constitué une occasion pour les militants des droits de l'Homme et des experts des pays du sud de faire entendre leur voix, dans un domaine resté longtemps l'apanage des pays de l'Occident, a-t-il dit.

Cet événement, qui a connu la participation de plus de 7.000 participants venus de 94 pays, est, à ce jour, la plus grande manifestation internationale consacrée aux droits de l'Homme, a indiqué M. Sebbar, ajoutant que ce grand rendez-vous a mis la lumière sur de nouveaux aspects des droits de l'Homme intéressant l'humanité entière, qui ont fait l'objet de réflexions collectives dans un climat de dialogue libre et pluraliste. Dans une allocution à l'ouverture de cette rencontre de communication, qui coïncide avec la célébration de la Journée mondiale des droits de l'Homme, le président de la Fondation Fkih Tétouani pour la science, la littérature et les oeuvres sociales, Abou Bakr Tetouani, a indiqué que la question des droits humains figure au premier rang des priorités à l'échelle nationale, bénéficiant d'une volonté politique inébranlable reflétant la Haute sollicitude de SM le Roi Mohammed VI. La dynamique et les profondes mutations que connaît le Maroc ont contribué à renforcer les prérogatives de la société civile et d'élargir ses champs d'intervention,

<http://rapideinfo.net/index.php/politique/18678--l-instrumentalisation-politique-des-droits-de-l-homme-un-creneau-exploite-par-le-polisario-pour-sortir-de-son-impasse-m-sebbar.html>

jouant désormais un rôle primordial dans la consécration de la culture des droits de l'Homme et la promotion et la défense de ces droits, notamment auprès des catégories les plus vulnérables de la société, a-t-il poursuivi.

M. Tétouani a également évoqué plusieurs questions d'actualité dans le domaine des droits de l'Homme au Maroc, notamment le renforcement des outils de communication de la société civile, le suivi et l'évaluation de l'impact des lois sur le comportement des individus et des institutions, l'interaction positive et démocratique avec les rapports internationaux sur la situation des droits humains et l'élaboration de l'approche idoine à même de maintenir dans le cadre marocain le contrôle et le suivi du dossier des droits de l'Homme dans les provinces du Sud.

La loi qui fâche le étudiants

Pour endiguer les violences au sein des universités, un groupe de députés de la majorité a proposé un projet de loi qui prévoit des peines très lourdes. De quoi attiser la colère des étudiants.

Depuis la rentrée, plusieurs universités sont secouées par une vague de protestations dénonçant le projet de loi contre la violence dans les universités et les établissements, déposé en octobre par cinq députés de la majorité. Cela fait plusieurs années en effet que les universités sont le théâtre de batailles rangées entre différentes factions estudiantines – Sahraouis contre Amazighs ou islamistes contre extrême gauche – qui ont fait plusieurs victimes. L'assassinat, le 24 avril dernier à Fès, de Abderrahim El Hasnaoui, 21 ans, suite à une rixe entre les groupes d'étudiants Attajdid Attollabi et Annahj Addimocrati Al Qaïdi, était la tragédie de trop. Moins de deux semaines après, le ministre de l'Intérieur, Mohamed Hassad, a annoncé l'entrée en vigueur d'une circulaire conjointe avec le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi, autorisant l'intervention des forces de l'ordre sans autorisation préalable pour protéger les biens et les personnes. Aujourd'hui, le projet de loi se présente comme une mesure préventive pour éviter d'éventuels actes criminels perpétrés sur les campus, mais il met aussi les droits des étudiants en équation.

Le tour de vis

« Concernant la forme de ce projet, l'Etat semble sous-traiter le travail aux groupes de la majorité pour ne pas en assumer la responsabilité politique », estime un député de l'opposition. Ce qui n'est pas de l'avis de Abdelali Hamieddine, membre du secrétariat général du PJD : « Peu importe si c'est la majorité ou l'opposition qui porte ce projet, il faut juste un équilibre entre les droits des étudiants d'exercer des activités politiques et mettre fin aux violences ». Ce projet de loi se compose d'une série d'amendements (16 en tout) pour compléter l'article 316 du Code pénal et propose une peine d'un à 5 ans de prison en cas d'homicide involontaire. Le texte prévoit également l'aggravation de ces peines pour les instigateurs de ces actes, qui écoperaient de dix à vingt ans de réclusion. La proposition de la loi va plus loin en prévoyant une peine privative de liberté d'un à deux ans et des amendes pour toute manifestation perturbant les programmes des études ou des examens des étudiants. Le projet propose également une peine allant d'un mois à un an pour incitation à la haine contre les étudiants, les professeurs, le personnel administratif via des propos fustigeant l'origine sociale, la couleur, l'appartenance ethnique ou idéologique... En somme, des concepts juridiques aux contours peu précis et sujets à plusieurs interprétations. Par exemple, des étudiants décidant de boycotter des examens dans un pur esprit de revendication syndicale pourraient tomber sous le coup de cette loi.

<http://www.bouyafar.com/actualite/la-loi-qui-fache-le-etudiants/>

Une autre université est possible

Pourtant, en juin dernier, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) avait pris l'initiative de publier un rapport sur la violence au sein des universités, dans lequel il pointe la responsabilité indirecte de l'Etat au regard des conditions de vie et des moyens mis à la disposition des étudiants. Le texte préconise une normalisation du syndicalisme étudiant et insiste sur le rôle d'encadrement que doivent jouer les partis politiques et les syndicats, qui exercent une grande influence au sein de l'université. Par ailleurs, le CNDH préconise l'implication des étudiants dans la gestion des affaires de l'université en leur réservant une partie des emplois sous forme de CDD au sein des cités universitaires. Enfin, il recommande la réforme de la loi portant organisation de l'enseignement supérieur afin de permettre aux associations d'étudiants d'être représentées par voie d'élection aux conseils de l'université et aux conseils d'établissements. Malgré cela, l'Etat a choisi la méthode forte pour pacifier l'université. La première manifestation estudiantine contre ce projet de loi, organisée devant le parlement le 26 novembre, a été dispersée dans la violence.

Les raisons de la colère

Censée accompagner la rentrée universitaire, le projet de loi a mis le feu aux poudres puisque la quasi-totalité des sections de l'UNEM ont décidé de concert d'organiser des manifestations, avec pour slogan « non à la violence et à la criminalisation des manifestations ». Un mouvement de contestation a commencé à prendre forme dans la majorité des universités du pays. « C'est un prétexte pour flicardiser les universités et ôter aux étudiants le droit de se réunir, de manifester. En bref, de faire leur apprentissage de la politique », estime Jamal, étudiant en master à l'université Ibn Tofaïl de Kénitra et membre d'un groupe d'extrême gauche. Cependant, dans cette partie d'échecs qui se joue entre l'Etat et le mouvement étudiant, ce dernier à tout à perdre. En effet, l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) est aujourd'hui composée d'une multitude de courants qui ont affaibli sa capacité de négociation. « Toutes les factions dominantes au sein de l'université devraient faire bloc contre cette loi, dont l'objectif est d'enterrer l'UNEM et dépolitiser définitivement l'université », souligne Jamal. Même son de cloche du côté de Hamza, ancien leader des étudiants à l'université de Marrakech : « Il est vrai que les agissements de certaines factions d'étudiants ont ouvert la voie à cette approche ultra-sécuritaire. Cependant, il faut remonter aux recommandations de la Banque Mondiale qui ont préconisé au royaume, entre autres, de libéraliser le secteur de l'enseignement supérieur. La préparation de cette marchandisation de l'enseignement supérieur passe nécessairement par la destruction de toutes les formes de débats au sein de l'université ». Excès de paranoïa ou conscience estudiantine aiguë ? Que ce soit l'une ou l'autre, l'adoption de ce projet de loi pourrait plonger l'université dans une longue période de convulsion.